

## COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2012 — 2665

[2012/204264]

## Extrait de l'arrêt n° 95/2012 du 19 juillet 2012

Numéro du rôle : 4820

*En cause* : le recours en annulation des articles 25, 26, 30, c), 101 et 105 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 2009 modifiant l'ordonnance du 13 mai 2004 portant ratification du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire, introduit par l'ASBL « Inter-Environnement Bruxelles » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents R. Henneuse et M. Bossuyt, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul et F. Daoût, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président R. Henneuse,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 27 novembre 2009 et parvenue au greffe le 30 novembre 2009, un recours en annulation des articles 25, 26, 30, c), 101 et 105 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 2009 modifiant l'ordonnance du 13 mai 2004 portant ratification du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire (publiée au *Moniteur belge* du 27 mai 2009) a été introduit par l'ASBL « Inter-Environnement Bruxelles », dont le siège est établi à 1050 Bruxelles, rue d'Edimbourg 26, l'ASBL « Pétitions-Patrimoine », dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue du Marteau 19, et l'ASBL « Atelier de Recherche et d'Action Urbaines », dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, boulevard Adolphe Max 55.

(...)

II. *En droit*

(...)

*En ce qui concerne les articles 25 et 26 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 2009 « modifiant l'ordonnance du 13 mai 2004 portant ratification du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire »*

B.1. Il ressort de l'arrêt n° 133/2010 du 25 novembre 2010 que la Cour doit encore statuer sur la compatibilité des articles 25 et 26 de l'ordonnance du 14 mai 2009 avec les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 3 à 6 de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 « relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ».

En ce qu'elles ne subordonnent pas l'abrogation d'un plan particulier d'affectation du sol (PPAS) à la réalisation d'une évaluation environnementale au sens de l'article 2, b), de cette directive, les dispositions attaquées introduiraient une différence de traitement discriminatoire entre les personnes concernées par cette abrogation et celles qui sont concernées par une procédure de modification d'un PPAS, parce que ces dernières bénéficieraient d'une évaluation environnementale.

B.2.1. L'article 58 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire (ci-après : CoBAT), adopté par un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 avril 2004, lui-même ratifié par l'article 32 de l'ordonnance du 13 mai 2004 « portant ratification du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire », disposait :

« Le conseil communal peut, soit d'initiative, soit sur une demande formulée conformément aux dispositions de l'article 51, décider d'abroger un plan particulier d'affectation du sol pour l'ensemble ou une partie de son périmètre ».

L'article 25 de l'ordonnance du 14 mai 2009 « modifiant l'ordonnance du 13 mai 2004 portant ratification du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire » ajoute, à cette disposition, trois alinéas libellés comme suit :

« Le Gouvernement peut, dans les conditions visées à l'article 54 et par arrêté motivé, décider l'abrogation totale ou partielle d'un plan particulier d'affectation du sol.

Dans ce cas, il invite le conseil communal à y procéder conformément à la présente section et fixe les délais dans lesquels le conseil communal doit lui soumettre pour approbation la décision d'abrogation du plan particulier d'affectation du sol, de la mise à l'enquête publique et de la transmission du dossier complet pour approbation de la décision d'abroger conformément à l'article 61.

Dans le cas où le conseil communal a rejeté l'invitation du Gouvernement ou n'a pas respecté les délais qui lui sont imposés, ce dernier peut se substituer à lui pour abroger le plan particulier d'affectation du sol, selon la procédure prévue à la présente section ».

B.2.2. L'article 59 du CoBAT disposait :

« Le conseil communal adopte un projet de décision d'abroger un plan particulier d'affectation du sol, accompagné d'un rapport qui justifie l'abrogation du plan particulier d'affectation du sol en lieu et place de sa modification, et la soumet à une enquête publique.

Celle-ci est annoncée tant par affiches que par un avis inséré dans le *Moniteur belge* et dans au moins trois journaux de langue française et trois journaux de langue néerlandaise diffusés dans la Région selon les modalités fixées par le Gouvernement.

L'enquête publique dure trente jours. Les réclamations et observations sont adressées au collège des bourgmestre et échevins dans ce délai et annexées au procès-verbal de clôture de l'enquête. Celui-ci est dressé par le collège des bourgmestre et échevins dans les quinze jours de l'expiration du délai d'enquête publique ».

L'article 26 de l'ordonnance du 14 mai 2009 modifie l'alinéa 1<sup>er</sup> de cet article 59, de sorte qu'il est désormais libellé comme suit :

« Le conseil communal adopte un projet de décision d'abroger un plan particulier d'affectation du sol, accompagné d'un plan du périmètre visé en cas d'abrogation partielle et d'un rapport qui justifie l'abrogation du plan particulier d'affectation du sol en lieu et place de sa modification, et la soumet à une enquête publique. Sous le cas visé à l'article 58, dernier alinéa, le rapport précité est établi par le Gouvernement ».

B.3.1. L'évaluation environnementale au sens de la directive du 27 juin 2001 comprend, entre autres, l'élaboration d'un « rapport sur les incidences environnementales » et la consultation du public et des autorités qui, en raison de leur responsabilité spécifique en matière d'environnement, sont susceptibles d'être concernées par les incidences environnementales de la mise en œuvre de plans (article 2, b), lu en combinaison avec les articles 5 et 6 de la directive du 27 juin 2001).

B.3.2. Les dispositions du CoBAT relatives à l'élaboration des PPAS sont applicables à la modification de ces plans (article 52 du CoBAT).

Or, il ressort de ces dispositions que la procédure d'élaboration des PPAS prévoit l'organisation d'une enquête publique, la consultation de diverses administrations et instances, ainsi que, en principe, l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales (articles 43 à 50 du CoBAT).

Ces dispositions ne sont cependant pas applicables à la procédure d'abrogation des plans particuliers d'affectation du sol.

B.4. L'article 2, a), de la directive du 27 juin 2001 dispose :

« Aux fins de la présente directive, on entend par :

a) ' plans et programmes ' : les plans et programmes, y compris ceux qui sont cofinancés par la Communauté européenne, ainsi que leurs modifications :

- élaborés et/ou adoptés par une autorité au niveau national, régional ou local ou élaborés par une autorité en vue de leur adoption par le parlement ou par le gouvernement, par le biais d'une procédure législative, et
- exigés par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives; ».

B.5. Un PPAS est un plan « exigé » au sens de cette disposition (CJUE, C-567/10, 22 mars 2012, *Inter-Environnement Bruxelles et autres*, points 31 et 32).

B.6. La circonstance que l'article 2, a), de la directive du 27 juin 2001 ne vise expressément que l'élaboration et la modification d'un plan - et non son abrogation - n'empêche pas que cette disposition soit interprétée comme signifiant que la procédure d'abrogation totale ou partielle d'un PPAS telle qu'elle est organisée par les articles 58 à 63 du CoBAT entre, en principe, dans le champ d'application de cette directive (CJUE, C-567/10, 22 mars 2012, *Inter-Environnement Bruxelles et autres*, point 43).

B.7.1. L'objectif essentiel de la directive du 27 juin 2001 consiste à soumettre les plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement à une évaluation environnementale lors de leur élaboration et avant leur adoption (CJUE, C-41/11, 28 février 2012, *Inter-Environnement Wallonie et Terre wallonne*, point 40; CJUE, C-567/10, 22 mars 2012, *Inter-Environnement Bruxelles et autres*, point 20).

B.7.2.1. L'article 3 de la directive du 27 juin 2001, intitulé « Champ d'application », dispose :

« 1. Une évaluation environnementale est effectuée, conformément aux articles 4 à 9, pour les plans et programmes visés aux paragraphes 2, 3 et 4 susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

2. Sous réserve du paragraphe 3, une évaluation environnementale est effectuée pour tous les plans et programmes :

a) qui sont élaborés pour les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, des transports, de la gestion des déchets, de la gestion de l'eau, des télécommunications, du tourisme, de l'aménagement du territoire urbain et rural ou de l'affectation des sols et qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets énumérés aux annexes I et II de la directive 85/337/CEE pourra être autorisée à l'avenir; ou

b) pour lesquels, étant donné les incidences qu'ils sont susceptibles d'avoir sur des sites, une évaluation est requise en vertu des articles 6 et 7 de la directive 92/43/CEE.

3. Les plans et programmes visés au paragraphe 2 qui déterminent l'utilisation de petites zones au niveau local et des [lire : les] modifications mineures des plans et programmes visés au paragraphe 2 ne sont obligatoirement soumis à une évaluation environnementale que lorsque les États membres établissent qu'ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

4. Pour les plans et programmes, autres que ceux visés au paragraphe 2, qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets pourra être autorisée à l'avenir, les États membres déterminent s'ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

5. Les États membres déterminent si les plans ou programmes visés aux paragraphes 3 et 4 sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, soit en procédant à un examen au cas par cas, soit en déterminant des types de plans et programmes ou en combinant ces deux approches. A cette fin, les États membres tiennent compte, en tout état de cause, des critères pertinents fixés à l'annexe II, afin de faire en sorte que les plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement soient couverts par la présente directive.

6. Pour l'examen au cas par cas et pour la détermination des types de plans et programmes conformément au paragraphe 5, les autorités visées à l'article 6, paragraphe 3, sont consultées.

7. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que les conclusions prises en vertu du paragraphe 5, y compris les raisons de ne pas prévoir une étude d'impact sur l'environnement conformément aux articles 4 à 9, soient mises à la disposition du public.

8. Les plans et programmes suivants ne sont pas couverts par la présente directive :

- les plans et programmes destinés uniquement à des fins de défense nationale et de protection civile,
- les plans et programmes financiers ou budgétaires.

9. La présente directive ne s'applique pas aux plans et programmes cofinancés au titre des périodes de programmation en cours concernant respectivement les règlements (CE) n° 1260/1999 et (CE) n° 1257/1999 du Conseil ».

B.7.2.2. L'article 3, paragraphes 2, 3 et 5, de la directive du 27 juin 2001 vise à ne soustraire à l'évaluation environnementale aucun plan susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement (CJUE, C-295/10, 22 septembre 2011, *Valčiukienė et autres*, point 53).

Les mécanismes d'examen des plans mentionnés à l'article 3, paragraphe 5, de la directive du 27 juin 2001 ont pour but de faciliter la détermination des plans qu'il est obligatoire d'évaluer parce qu'ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement (CJUE, C-295/10, 22 septembre 2011, *Valčiukienė et autres*, point 45).

La marge d'appréciation dont les États membres disposent en vertu de l'article 3, paragraphe 5, de la directive du 27 juin 2001 pour déterminer certains types de plans qui sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement trouve ses limites dans l'obligation énoncée à l'article 3, paragraphe 3, de cette directive, lu en combinaison avec le paragraphe 2 du même article, de soumettre à une évaluation environnementale les plans susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, notamment en raison de leurs caractéristiques, de leurs incidences et des zones susceptibles d'être touchées (CJUE, C-295/10, 22 septembre 2011, *Valčiukienė et autres*, point 46).

La prise en compte, par les autorités compétentes, des critères fixés à l'annexe II de la directive du 27 juin 2001, exigée par l'article 3, paragraphe 5, seconde phrase, de cette directive, vise à assurer que tous les plans susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement soient couverts par celle-ci (CJUE, C-295/10, 22 septembre 2011, *Valčiukienė et autres*, point 53).

B.7.3. L'article 4 de la directive du 27 juin 2001, intitulé « Obligations générales », dispose :

« 1. L'évaluation environnementale visée à l'article 3 est effectuée pendant l'élaboration du plan ou du programme et avant qu'il ne soit adopté ou soumis à la procédure législative.

2. Les exigences de la présente directive sont soit intégrées dans les procédures existantes des États membres régissant l'adoption de plans et de programmes, soit incorporées dans des procédures instituées pour assurer la conformité avec la présente directive.

3. Lorsque les plans et les programmes font partie d'un ensemble hiérarchisé, les Etats membres, en vue d'éviter une répétition de l'évaluation, tiennent compte du fait qu'elle sera effectuée, conformément à la présente directive, à différents niveaux de l'ensemble hiérarchisé. Afin, entre autres, d'éviter une répétition de l'évaluation, les Etats membres appliquent l'article 5, paragraphes 2 et 3 ».

B.7.4. L'article 5 de la directive du 27 juin 2001, intitulé « Rapport sur les incidences environnementales », dispose :

« 1. Lorsqu'une évaluation environnementale est requise en vertu de l'article 3, paragraphe 1, un rapport sur les incidences environnementales est élaboré, dans lequel les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan ou du programme, ainsi que les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ou du programme, sont identifiées, décrites et évaluées. Les informations requises à cet égard sont énumérées à l'annexe I.

2. Le rapport sur les incidences environnementales élaboré conformément au paragraphe 1 contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes, du contenu et du degré de précision du plan ou du programme, du stade atteint dans le processus de décision et du fait qu'il peut être préférable d'évaluer certains aspects à d'autres stades de ce processus afin d'éviter une répétition de l'évaluation.

3. Les renseignements utiles concernant les incidences des plans et programmes sur l'environnement obtenus à d'autres niveaux de décision ou en vertu d'autres instruments législatifs communautaires peuvent être utilisés pour fournir les informations énumérées à l'annexe I.

4. Les autorités visées à l'article 6, paragraphe 3, sont consultées lorsqu'il faut décider de l'ampleur et du degré de précision des informations que le rapport sur les incidences environnementales doit contenir ».

B.7.5. L'article 6 de la directive du 27 juin 2001, intitulé « Consultations », dispose :

« 1. Le projet de plan ou de programme et le rapport sur les incidences environnementales élaboré en vertu de l'article 5 sont mis à la disposition des autorités visées au paragraphe 3 du présent article ainsi que du public.

2. Une possibilité réelle est donnée, à un stade précoce, aux autorités visées au paragraphe 3 et au public visé au paragraphe 4 d'exprimer, dans des délais suffisants, leur avis sur le projet de plan ou de programme et le rapport sur les incidences environnementales avant que le plan ou le programme ne soit adopté ou soumis à la procédure législative.

3. Les Etats membres désignent les autorités qu'il faut consulter et qui, étant donné leur responsabilité spécifique en matière d'environnement, sont susceptibles d'être concernées par les incidences environnementales de la mise en œuvre de plans et de programmes.

4. Les Etats membres définissent le public aux fins du paragraphe 2, et notamment le public affecté ou susceptible d'être affecté par la prise de décision, ou intéressé par celle-ci, dans les limites de la présente directive, y compris les organisations non gouvernementales concernées, telles que celles qui encouragent la protection de l'environnement et d'autres organisations concernées.

5. Les modalités précises relatives à l'information et à la consultation des autorités et du public sont fixées par les Etats membres ».

B.8.1. La procédure d'abrogation d'un PPAS, telle qu'elle est décrite par les articles 58 à 63 du CoBAT, ne prévoit pas l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales.

L'abrogation d'un PPAS en application des articles 58 et 59 du CoBAT, tels qu'ils ont été modifiés par les articles 25 et 26 de l'ordonnance du 14 mai 2009, ne fait donc pas l'objet d'une évaluation environnementale conforme aux articles 3 à 6 de la directive du 27 juin 2001.

B.8.2. Ce constat ne suffit cependant pas pour conclure que les dispositions attaquées seraient incompatibles avec cette directive.

En effet, l'abrogation d'un PPAS pourrait ne concerner qu'une « petite zone au niveau local » au sens de l'article 3, paragraphe 3, de la directive du 27 juin 2001 ou n'être considérée que comme « mineure » au sens de cette même disposition. Dans ces cas, l'abrogation d'un PPAS pourrait ne pas devoir être soumise à une évaluation environnementale au sens de cette directive, pour autant que la Région de Bruxelles-Capitale établisse qu'une telle abrogation n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Pour ce faire, la Région de Bruxelles-Capitale devrait, soit procéder à un « examen au cas par cas », soit déterminer des « types » de PPAS ou combiner ces deux approches. Dans les trois cas, elle devrait tenir compte des critères pertinents fixés à l'annexe II de la directive (article 3, paragraphe 5, de la directive du 27 juin 2001) et consulter les autorités qui, compte tenu de leur responsabilité spécifique en matière d'environnement, sont susceptibles d'être concernées par les incidences environnementales des effets de cette abrogation (article 3, paragraphe 6, de la directive du 27 juin 2001, lu en combinaison avec l'article 6, paragraphe 3, de la même directive).

B.8.3. Or, seules les règles relatives à l'élaboration et à la modification d'un PPAS permettent aux autorités compétentes de la Région de Bruxelles-Capitale de vérifier si un tel plan est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement (articles 43 et 44 du CoBAT, modifiés respectivement par les articles 19 et 20 de l'ordonnance du 14 mai 2009; article 52, alinéa 2, du CoBAT; articles 55 et 56, alinéa 2, du CoBAT).

Un tel contrôle n'est pas prévu pour l'abrogation d'un PPAS.

B.8.4. Il ressort de ce qui précède que les articles 25 et 26 de l'ordonnance du 14 mai 2009 sont incompatibles avec les articles 3 à 6 de la directive du 27 juin 2001 en ce qu'ils exemptent toute abrogation d'un PPAS d'une évaluation environnementale au sens de l'article 2, b), de cette directive.

B.8.5. En ce qu'il porte sur les articles 25 et 26 de l'ordonnance du 14 mai 2009, le moyen est fondé.

*En ce qui concerne l'article 30, c), de l'ordonnance du 14 mai 2009 (en ce qu'il insère un article 98, § 2/2, dans le CoBAT) et l'article 101 de la même ordonnance (en ce qu'il insère un 10° dans l'article 206 du même Code)*

B.9. Il ressort de l'arrêt n° 133/2010 du 25 novembre 2010 que la Cour doit encore statuer sur la compatibilité des articles 30, c), et 101 de l'ordonnance du 14 mai 2009 avec les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 3 à 6 de la directive du 27 juin 2001, en raison du fait que les articles 98, § 2/2, et 206, 10°, que les dispositions attaquées insèrent dans le CoBAT, ne subordonnent pas l'adoption du plan de gestion patrimoniale - au sens de cet article 206, 10° - susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement à la réalisation d'une évaluation environnementale au sens de l'article 2, b), de cette directive.

B.10.1. L'article 98 du CoBAT disposait :

« § 1<sup>er</sup>. Nul ne peut, sans un permis préalable, écrit et exprès du collège des bourgmestre et échevins :

1° construire, utiliser un terrain pour le placement d'une ou plusieurs installations fixes, en ce compris les dispositifs de publicité et les enseignes;

par construire et placer des installations fixes, on entend le fait d'ériger un bâtiment ou un ouvrage, ou de placer une installation, même en matériaux non durables, qui est incorporé au sol, ancré dans celui-ci ou dans une construction existante ou dont l'appui au sol assure la stabilité, et destiné à rester en place alors même qu'il peut être démonté ou déplacé;

2° apporter des transformations à une construction existante, à l'exception des travaux de conservation et d'entretien; par transformer, on entend la modification intérieure ou extérieure d'un bâtiment, ouvrage ou installation, notamment par l'adjonction ou la suppression d'un local, d'un toit, la modification de l'aspect de la construction ou l'emploi d'autres matériaux, même si ces travaux ne modifient pas le volume de la construction existante;

3° démolir une construction;

4° reconstruire;

5° modifier la destination de tout ou partie d'un bien même si cette modification ne nécessite pas de travaux;

modifier l'utilisation de tout ou partie d'un bien même si cette modification ne nécessite pas de travaux mais pour autant que cette modification figure sur une liste arrêtée par le Gouvernement.

On entend par :

a) ' utilisation ', l'utilisation existante de fait d'un bien non bâti ou d'un ou de plusieurs locaux d'un bien bâti;

b) ' destination ', la destination d'un bien non bâti ou d'un ou de plusieurs locaux d'un bien bâti, indiquée dans le permis de bâtir ou d'urbanisme, ou à défaut d'un tel permis ou de précision dans ce permis, l'affectation indiquée dans les plans d'affectation du sol;

6° modifier sensiblement le relief du sol;

7° déboiser;

8° abattre des arbres à haute tige;

9° défricher ou modifier la végétation de toute zone dont le Gouvernement jugerait la protection nécessaire;

10° utiliser habituellement un terrain pour :

a) le dépôt d'un ou plusieurs véhicules usagés, de mitraille, de matériaux ou de déchets;

b) le stationnement de véhicules, en ce compris les véhicules ou remorques destinés à des fins publicitaires;

c) le placement d'une ou de plusieurs installations mobiles pouvant être utilisées pour l'habitation, telles que roulottes, caravanes, véhicules désaffectés, tentes. Le permis n'est cependant pas exigé pour la pratique du camping au moyen d'installations mobiles sur un terrain de camping au sens de la législation sur le camping;

11° entreprendre ou laisser entreprendre des actes et travaux ayant pour objet la restauration, la réalisation de fouilles ou la modification de l'aspect de tout ou partie d'un bien inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé ou en cours d'inscription ou de classement ou de procéder au déplacement d'un tel bien.

Le Gouvernement arrête les modalités d'application du présent paragraphe.

§ 2. Le Gouvernement peut arrêter la liste des travaux et actes qui, en raison de leur minime importance, ne requièrent pas un permis. Cette liste n'est pas applicable aux actes et travaux qui portent sur un bien inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé ou en cours d'inscription ou de classement.

§ 3. Les dispositions [du] présent Code sont applicables aux actes et travaux non énumérés au § 1<sup>er</sup>, lorsqu'un règlement d'urbanisme impose un permis pour leur exécution.

Un tel règlement ne peut toutefois porter sur des actes et travaux figurant sur la liste visée au § 2 ».

L'article 30, c), de l'ordonnance du 14 mai 2009 insère, entre les deuxième et troisième paragraphes de cette disposition, deux paragraphes libellés comme suit :

« § 2/1. Le Gouvernement peut, pour les biens inscrits sur la liste de sauvegarde ou classés ou en cours d'inscription ou de classement, arrêter, après avis de la Commission royale des monuments et des sites, une liste distincte de travaux et actes qui, en raison de leur minime importance sur le plan urbanistique et/ou patrimonial, ne requièrent pas un permis.

§ 2/2. Le fonctionnaire délégué délivre, à la requête de l'Administration ou d'un tiers au moins des propriétaires concernés, un plan de gestion patrimoniale, tel que défini à l'article 206, 10°.

Le plan de gestion patrimoniale permet notamment de dispenser de permis ou d'avis de la Commission royale des monuments et des sites les actes et travaux qu'il autorise.

Le Gouvernement détermine la composition du dossier de demande et arrête les modalités d'application du présent article.

Après examen de la recevabilité de la requête, l'Administration rédige un cahier des charges, soumis pour avis à la Commission royale des monuments et des sites. Ce cahier des charges détermine l'objet et l'étendue des études préalables à l'élaboration du plan en fonction des actes et travaux visés et de la nature du grand ensemble, du grand immeuble à appartements multiples, ou du site étendu concerné, ainsi que les éléments techniques qui devront figurer dans le plan de gestion patrimoniale.

Le plan contient au moins les documents suivants :

- une étude globale du bien visé par le plan tenant compte des analyses approfondies précédemment réalisées par l'Administration ou à sa demande;

- le descriptif des actes et travaux de conservation visés aux articles 206, 2° et 240 relatifs aux biens concernés, les détails de construction y relatifs et éventuellement leur phasage et calendrier d'exécution;

Ces documents sont établis par l'Administration ou à sa demande, et soumis à l'avis conforme de la Commission royale des monuments et des sites.

La demande, accompagnée du dossier complet, est adressée par envoi recommandé à la poste au fonctionnaire délégué ou déposée à l'attention du fonctionnaire délégué en son administration. Dans ce dernier cas, il est délivré une attestation de dépôt sur-le-champ.

Dans les trente jours de la réception de la demande, le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par pli recommandé à la poste, un accusé de réception si le dossier est complet. Dans le cas contraire, il l'informe dans les mêmes conditions que son dossier n'est pas complet en indiquant en outre, les documents ou renseignements manquants. Le fonctionnaire délégué délivre l'accusé de réception dans les trente jours de la réception de ces documents ou renseignements.

En l'absence de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification du caractère incomplet du dossier, le délai de la procédure se calcule à partir du trente et unième jour de la réception, selon le cas, de la demande ou des documents ou renseignements.



Lorsque le dossier est déclaré complet, le fonctionnaire délégué invite le ou les collègues des bourgmestre et échevins concernés à organiser une enquête publique dans les quinze jours.

L'enquête publique est annoncée par affiche et par un avis inséré dans le *Moniteur belge*.

Le dossier est déposé à la maison communale ou aux maisons communales sur les territoires desquels se situe le grand ensemble, le grand immeuble à appartement multiples ou le site étendu concerné aux fins de consultation par le public pendant un délai de 15 jours dont le début et la fin sont précisés dans l'avis d'enquête.

Les réclamations et observations sont adressées à l'Administration dans ce délai et annexées au procès-verbal de clôture de l'enquête dressé par celle-ci dans les 15 jours de l'expiration de ce délai.

Sans préjudice de l'avis conforme, le fonctionnaire délégué motive spécialement les modifications qu'il apporte aux documents constituant le plan de gestion et répond aux réclamations et observations recueillies pendant l'enquête publique.

La décision du fonctionnaire délégué est notifiée par pli recommandé à la poste au demandeur et une copie en est transmise à l'Administration. Cette notification intervient dans les cent cinq jours à compter de l'envoi de l'accusé de réception. La décision est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

A l'expiration du délai ou dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué, le demandeur peut introduire un recours auprès du Gouvernement par lettre recommandée à la poste. Toute personne disposant d'un droit réel ou personnel relatif au bien concerné peut également introduire un tel recours dans les trente jours de la publication de l'extrait de la décision au *Moniteur belge*.

Le recours est instruit et vidé conformément aux articles 171 à 173bis [lire : 173/1].

Le plan de gestion patrimoniale est valable pour une durée de 10 ans maximum.

Il peut être modifié, prolongé ou renouvelé sur avis conforme de la Commission royale des monuments et des sites.

Le Gouvernement détermine la procédure de modification, prolongation ou renouvellement.

Les dispositions du plan de gestion patrimoniale relatives aux travaux et actes de conservation qu'il autorise ou impose, ont valeur réglementaire. Les autres dispositions sont indicatives.

L'octroi d'un subside visé aux articles 240 et 241 ne peut s'effectuer que dans le respect des dispositions réglementaires du plan de gestion patrimoniale.

L'Administration contrôle la mise en œuvre et l'exécution des plans de gestion patrimoniale.

L'Administration est informée par les propriétaires, occupants ou tiers concernés, de l'exécution des actes et travaux de conservation autorisés par le plan de gestion patrimoniale au moins un mois avant leur début.

L'Administration dépose un rapport d'évaluation relatif à l'exécution du plan de gestion patrimoniale tous les 3 ans auprès du Gouvernement ».

B.10.2. L'article 206 du CoBAT disposait :

« Pour l'application du présent titre, il faut entendre par :

1° patrimoine immobilier : l'ensemble des biens immeubles qui présentent un intérêt historique, archéologique, artistique, esthétique, scientifique, social, technique ou folklorique, à savoir :

a) au titre de monument : toute réalisation particulièrement remarquable, y compris les installations ou les éléments décoratifs faisant partie intégrante de cette réalisation;

b) au titre d'ensemble : tout groupe de biens immobiliers, formant un ensemble urbain ou rural suffisamment cohérent pour faire l'objet d'une délimitation topographique et remarquable par son homogénéité ou par son intégration dans le paysage;

c) au titre de site : toute œuvre de la nature ou de l'homme ou toute œuvre combinée de l'homme et de la nature constituant un espace non ou partiellement construit et qui présente une cohérence spatiale;

d) au titre de site archéologique : tout terrain, formation géologique, bâtiment, ensemble ou site qui comprend ou est susceptible de comprendre des biens archéologiques;

2° conservation : l'ensemble des mesures visant à l'identification, l'étude, la sauvegarde, la protection, le classement, l'entretien, la gestion, la restauration, la consolidation, la réaffectation et la mise en valeur du patrimoine immobilier, dans le but de l'intégrer dans le cadre de la vie contemporaine et de le maintenir dans un environnement approprié;

3° zone de protection du patrimoine immobilier : la zone établie autour d'un monument, d'un ensemble, d'un site ou d'un site archéologique dont le périmètre est fixé en fonction des exigences de la protection des abords du patrimoine immobilier;

4° propriétaire : la personne physique ou morale de droit privé ou de droit public, titulaire d'un droit de propriété, d'usufruit, d'emphytéose ou de superficie sur un bien relevant du patrimoine immobilier ou, dans le cas de la délimitation d'une zone de protection, sur un bien immobilier situé dans cette zone;

5° biens archéologiques : tous les vestiges, objets et autres traces de l'homme, de ses activités ou de son environnement naturel, constituant un témoignage d'époques ou de civilisations révolues et pour lesquelles la principale ou une des principales sources d'information scientifique provient des méthodes de recherche archéologique;

6° prospection : opération destinée à repérer un site archéologique, sans y apporter de modification;

7° sondage : l'opération, impliquant une modification de l'état d'un site, destinée à s'assurer de l'existence, de la nature, de l'étendue ou de l'état de conservation d'un site archéologique;

8° fouilles : l'ensemble des opérations et travaux tendant à l'exploration, l'analyse et l'étude *in situ* de tout ou partie d'un site archéologique;

9° découvertes : la mise au jour de biens archéologiques autrement qu'à la suite de fouilles ou de sondages ».

L'article 101 de l'ordonnance du 14 mai 2009 ajoute, entre autres, à cette disposition un 10°, libellé comme suit :

« plan de gestion patrimoniale : document qui peut être demandé préalablement aux permis requis, lequel détermine un ensemble de travaux, d'objectifs et de moyens utiles dans le cadre d'une gestion globale d'un grand ensemble, d'un grand immeuble à appartements multiples ou d'un site étendu classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde aux fins d'assurer la conservation harmonieuse de cet ensemble, de cet immeuble ou de ce site et d'en assurer une saine gestion. Il faut entendre :

a) au titre de grand ensemble : tout groupe de biens immobiliers qui, outre les caractéristiques définies au 1°, b), du présent article, présente une répétitivité ou une cohérence importante de ses éléments architecturaux principaux;

b) au titre de grand immeuble à appartements multiples : tout immeuble affecté au logement qui dispose d'appartements et présente une répétitivité ou une cohérence importante de ses éléments architecturaux principaux;

c) au titre de site étendu : toute œuvre de la nature ou de l'homme ou toute œuvre combinée de l'homme et de la nature qui, outre les caractéristiques définies au 1°, c), du présent article, présente une répétitivité ou une cohérence importante de ses éléments principaux ».

Comme il a été jugé par l'arrêt n° 133/2010 du 25 novembre 2010 (B.1.4.2), la version néerlandaise du nouvel article 206, 10°, du CoBAT est entachée d'une erreur matérielle, en tant qu'elle contient les mots « vastgesteld bij besluit van de Regering ».

B.11.1. L'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 mars 2004 « relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement » vise, selon son article 2, à transposer la directive du 27 juin 2001.

Cette ordonnance organise une procédure d'évaluation environnementale - au sens de cette directive - des plans et programmes « élaborés et [...] adoptés par une autorité au niveau régional [...] prévus par des dispositions législatives » qui sont « susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement » (articles 3, 1° et 2°, et 4 à 16 de l'ordonnance du 18 mars 2004). Cette procédure prévoit, entre autres, l'élaboration d'un « cahier des charges du rapport sur les incidences environnementales » (article 10 de la même ordonnance), l'élaboration d'un « rapport sur les incidences environnementales » portant sur le projet de plan ou de programme (article 9 de la même ordonnance) et oblige l'auteur de ce projet à soumettre ce rapport à une enquête publique (article 11 de la même ordonnance).

B.11.2. Les articles 98, § 2/2, et 206, 10°, du CoBAT décrivent la procédure d'adoption du plan de gestion patrimoniale.

Celle-ci ne prévoit pas que cette adoption est précédée de l'élaboration d'un rapport sur les incidences environnementales et *a fortiori* d'une enquête publique portant sur un tel rapport.

B.11.3.1. Il ressort de l'article 98, § 2/2, alinéas 1<sup>er</sup>, 2, 5, 6, 18, 19, 21 et 23 à 25, du CoBAT, ainsi que de l'article 206, 10°, du même Code qu'un plan de gestion patrimoniale est un plan de gestion pour un bien immobilier précis ou pour un groupe précis de biens immobiliers qui sont classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde et fixe les travaux de conservation à exécuter et leur éventuel phasage. Les actes et travaux autorisés par le plan peuvent être exécutés sans requérir à chaque fois un permis distinct ou l'avis de la Commission royale des monuments et des sites.

Pareil plan, qui présente plutôt les caractéristiques d'un permis en vue d'exécuter certains travaux destinés à sauvegarder la valeur historique, archéologique, artistique, esthétique, scientifique, sociale, technique ou folklorique des biens immobiliers en question, ne peut être assimilé aux plans et programmes visés par la directive 2001/42/CE. Ces plans et programmes sont élaborés par les autorités compétentes qui déterminent leur politique dans certains domaines. Lorsqu'ils sont exécutés, ils peuvent avoir des incidences notables sur l'environnement, peuvent donner lieu à la mise en œuvre de projets énumérés aux annexes I et II de la directive 85/337/CEE ou peuvent avoir des incidences négatives sur des sites visés dans la directive 92/43/CEE (article 3 de la directive 2001/42/CE). Un plan de gestion patrimoniale n'est pas un tel plan de politique et son exécution n'aura, en règle générale, pas de telles conséquences.

B.11.3.2. Toutefois, si un plan de gestion patrimoniale déterminé apparaît, dans le cadre de sa préparation, comme un plan ou comme un programme visé à l'article 3 de la directive 2001/42/CE, ce plan sera soumis à une évaluation environnementale au sens de l'article 2, b), de la directive en question (article 3, paragraphe 1, de la directive).

L'ordonnance du 18 mars 2004 vise, selon son article 2, à transposer cette directive. Elle « s'applique à tout plan ou programme qu'aucun autre instrument législatif, réglementaire ou administratif ne soumet à une évaluation préalable de ses incidences sur l'environnement, semblable à celle prévue aux articles 4 à 16 » de cette ordonnance (article 17, § 2, alinéa 2).

B.11.4. La circonstance que le plan de gestion patrimoniale n'est en règle générale pas soumis à une évaluation environnementale au sens de l'article 2, b), de la directive 2001/42/CE n'est dès lors pas incompatible avec les dispositions invoquées au moyen.

B.12. En ce qu'il porte sur les articles 30, c), et 101 de l'ordonnance du 14 mai 2009, le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les articles 25 et 26 de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 2009 modifiant l'ordonnance du 13 mai 2004 portant ratification du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire, en ce qu'ils exemptent toute abrogation d'un plan particulier d'affectation du sol d'une évaluation environnementale au sens de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 « relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement »;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 19 juillet 2012.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

R. Henneuse

## GRONDWETTELIJK HOF

N. 2012 — 2665

[2012/204264]

## Uittreksel uit arrest nr. 95/2012 van 19 juli 2012

Rolnummer 4820

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de artikelen 25, 26, 30, c), 101 en 105 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 14 mei 2009 tot wijziging van de ordonnantie van 13 mei 2004 houdende ratificatie van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, ingesteld door de vzw « Inter-Environnement Bruxelles » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters R. Henneuse en M. Bossuyt, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en F. Daoût, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter R. Henneuse,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 27 november 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 30 november 2009, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 25, 26, 30, c), 101 en 105 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 14 mei 2009 tot wijziging van de ordonnantie van 13 mei 2004 houdende ratificatie van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 27 mei 2009) door de vzw « Inter-Environnement Bruxelles », met zetel te 1050 Brussel, Edinburgstraat 26, de vzw « Pétitions-Patrimoine », met zetel te 1000 Brussel, Hamerstraat 19, en de vzw « Atelier de Recherche et d'Action Urbaines », met zetel te 1000 Brussel, Adolphe Maxlaan 55.

(...)

II. *In rechte*

(...)

*Wat betreft de artikelen 25 en 26 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 14 mei 2009 « tot wijziging van de ordonnantie van 13 mei 2004 houdende ratificatie van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening »*

B.1. Uit het arrest nr. 133/2010 van 25 november 2010 blijkt dat het Hof nog uitspraak dient te doen over de bestaansbaarheid van de artikelen 25 en 26 van de ordonnantie van 14 mei 2009 met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 3 tot 6 van de richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2001 « betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's ».

In zoverre zij de opheffing van een bijzonder bestemmingsplan (BBP) niet onderwerpen aan de uitvoering van een milieubeoordeling in de zin van artikel 2, onder b), van die richtlijn, zouden de bestreden bepalingen een discriminerend verschil in behandeling teweegbrengen tussen de door die opheffing geraakte personen en diegenen die worden geraakt door een procedure tot wijziging van een BBP, aangezien die laatstgenoemden het voordeel van een milieubeoordeling zouden genieten.

B.2.1. Artikel 58 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna : BWRO), aangenomen bij een besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 april 2004, dat is bekrachtigd bij artikel 32 van de ordonnantie van 13 mei 2004 « houdende ratificatie van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening », bepaalde :

« De gemeenteraad kan op eigen initiatief of op verzoek gedaan overeenkomstig de bepalingen van artikel 51 het geheel of een gedeelte van de perimeter van een bijzonder bestemmingsplan opheffen ».

Artikel 25 van de ordonnantie van 14 mei 2009 « tot wijziging van de ordonnantie van 13 mei 2004 houdende ratificatie van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening » vervolledigt die bepaling met de volgende drie leden :

« De Regering kan, onder de voorwaarden bedoeld in artikel 54 en bij een met redenen omkleed besluit, beslissen om een bijzonder bestemmingsplan geheel of gedeeltelijk op te heffen.

In dat geval, verzoekt ze de gemeenteraad om daartoe over te gaan overeenkomstig de bepalingen in deze afdeling en legt ze de termijnen vast waarbinnen de gemeenteraad haar ter goedkeuring de beslissing moet voorleggen om het bijzonder bestemmingsplan op te heffen, een openbaar onderzoek op te starten en het volledige dossier over te maken ter goedkeuring van de beslissing om overeenkomstig artikel 61 over te gaan tot de opheffing.

Indien de gemeenteraad het verzoek van de Regering heeft afgewezen of de opgelegde termijnen niet heeft nageleefd, kan de Regering in zijn plaats het bijzonder bestemmingsplan opheffen volgens de in deze afdeling voorziene procedure ».

## B.2.2. Artikel 59 van het BWRO bepaalde :

« De gemeenteraad hecht zijn goedkeuring aan een ontwerpbeslissing om een bijzonder bestemmingsplan op te heffen, vergezeld van een verslag waarin de opheffing van het bijzonder bestemmingsplan wordt verantwoord in plaats van de wijziging ervan, en onderwerpt de beslissing aan een openbaar onderzoek.

Dit onderzoek wordt aangekondigd door middel van aanplakbiljetten en via een bericht in het *Belgisch Staatsblad* en in ten minste drie Franstalige en drie Nederlandstalige kranten die in het Gewest worden verspreid, volgens de regels te stellen door de Regering.

Het openbaar onderzoek duurt dertig dagen. De bezwaren en opmerkingen worden aan het college van burgemeester en schepenen gezonden binnen deze termijn en worden gevoegd bij het proces-verbaal van sluiting van het onderzoek. Dit proces-verbaal wordt opgesteld door het college van burgemeester en schepenen binnen vijftien dagen na het verstrijken van de termijn voor het openbaar onderzoek ».

Artikel 26 van de ordonnantie van 14 mei 2009 wijzigt het eerste lid van dat artikel 59, dat voortaan luidt :

« De gemeenteraad hecht zijn goedkeuring aan een ontwerpbeslissing om een bijzonder bestemmingsplan op te heffen, vergezeld van een plan van de beoogde perimeter in geval van een gedeeltelijke opheffing en een verslag waarin de opheffing van het bijzonder bestemmingsplan wordt verantwoord in plaats van de wijziging ervan, en onderwerpt de beslissing aan een openbaar onderzoek. In het geval bedoeld in artikel 58, laatste lid, wordt het eerder vermelde verslag opgesteld door de Regering ».

B.3.1. De milieubeoordeling in de zin van de richtlijn van 27 juni 2001 omvat onder meer de opstelling van een « milieurapport » en de raadpleging van het publiek en de instanties die, wegens hun specifieke verantwoordelijkheid op milieugebied, met de milieueffecten van de uitvoering van plannen te maken kunnen krijgen (artikel 2, onder b), in samenhang gelezen met de artikelen 5 en 6, van de richtlijn van 27 juni 2001).

B.3.2. De bepalingen van het BWRO met betrekking tot de opstelling van de BBP's zijn van toepassing op de wijziging van die plannen (artikel 52 van het BWRO).

Uit die bepalingen blijkt dat de procedure voor de opstelling van de BBP's voorziet in een openbaar onderzoek, de raadpleging van diverse besturen en instanties, alsook in beginsel de opstelling van een milieueffectenrapport (artikelen 43 tot 50 van het BWRO).

Die bepalingen zijn evenwel niet van toepassing op de procedure voor de opheffing van de bijzondere bestemmingsplannen.

B.4. Artikel 2, onder a), van de richtlijn van 27 juni 2001 bepaalt :

« In deze richtlijn wordt verstaan onder :

a) ' plannen en programma's ' : plannen en programma's, met inbegrip van die welke door de Gemeenschap worden medegefinancierd, alsook de wijzigingen ervan,

- die door een instantie op nationaal, regionaal of lokaal niveau worden opgesteld en/of vastgesteld of die door een instantie worden opgesteld om middels een wetgevingsprocedure door het parlement of de regering te worden vastgesteld en

- die door wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen zijn voorgeschreven; ».

B.5. Een BBP is een plan dat is « voorgeschreven » in de zin van die bepaling (HvJ, C-567/10, 22 maart 2012, *Inter-Environnement Bruxelles en andere*, punten 31 en 32).

B.6. De omstandigheid dat artikel 2, onder a), van de richtlijn van 27 juni 2001 uitdrukkelijk slechts de opstelling en de wijziging van een plan beoogt - en niet de opheffing ervan - belet niet dat die bepaling in die zin wordt geïnterpreteerd dat zij betekent dat de procedure tot volledige of gedeeltelijke intrekking van een BBP zoals die is georganiseerd in de artikelen 58 tot en met 63 van het BWRO, in beginsel binnen de werkingssfeer van die richtlijn valt (HvJ, C-567/10, 22 maart 2012, *Inter-Environnement Bruxelles en andere*, punt 43).

B.7.1. Het hoofddoel van de richtlijn van 27 juni 2001 bestaat erin de plannen en programma's die aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben, bij de voorbereiding en vóór de vaststelling ervan, aan een milieubeoordeling te onderwerpen (HvJ, C-41/11, 28 februari 2012, *Inter-Environnement Wallonie en Terre wallonne*, punt 40; HvJ, C-567/10, 22 maart 2012, *Inter-Environnement Bruxelles en andere*, punt 20).

B.7.2.1. Artikel 3 van de richtlijn van 27 juni 2001, met als opschrift « Werkingssfeer », bepaalt :

« 1. Een milieubeoordeling wordt uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 4 tot en met 9, voor de in de leden 2, 3 en 4 bedoelde plannen en programma's die aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben.

2. Onverminderd lid 3, wordt een milieubeoordeling gemaakt van alle plannen en programma's

a) die voorbereid worden met betrekking tot landbouw, bosbouw, visserij, energie, industrie, vervoer, afvalstoffenbeheer, waterbeheer, telecommunicatie, toerisme en ruimtelijke ordening of grondgebruik en die het kader vormen voor de toekenning van toekomstige vergunningen voor de in bijlagen I en II bij Richtlijn 85/337/EEG genoemde projecten, of

b) waarvoor, gelet op het mogelijk effect op gebieden, een beoordeling vereist is uit hoofde van de artikelen 6 of 7 van Richtlijn 92/43/EEG.

3. Voor in lid 2 bedoelde plannen en programma's die het gebruik bepalen van kleine gebieden op lokaal niveau en voor kleine wijzigingen van in lid 2 bedoelde plannen en programma's is een milieubeoordeling alleen dan verplicht wanneer de lidstaten bepalen dat zij aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben.

4. Voor andere dan de in lid 2 bedoelde plannen en programma's, die het kader vormen voor de toekenning van toekomstige vergunningen voor projecten, bepalen de lidstaten of het plan of het programma aanzienlijke milieueffecten kan hebben.

5. De lidstaten stellen vast, door een onderzoek per geval of door specificatie van soorten plannen en programma's, of door combinatie van beide werkwijzen, of de in de leden 3 en 4 bedoelde plannen of programma's aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben. Hierbij houden zij voor alle gevallen rekening met de relevante criteria van bijlage II, om ervoor te zorgen dat plannen en programma's met mogelijke aanzienlijke milieueffecten door deze richtlijn zijn gedekt.

6. Bij het onderzoek per geval en bij de specificatie van soorten plannen en programma's, zoals bedoeld in lid 5, worden de in artikel 6, lid 3, bedoelde instanties geraadpleegd.

7. De lidstaten zien erop toe dat de in lid 5 bedoelde vaststellingen, inbegrepen de redenen waarom geen milieubeoordeling overeenkomstig de artikelen 4 tot en met 9 wordt verlangd, voor het publiek beschikbaar worden gesteld.

8. De volgende plannen en programma's vallen niet onder deze richtlijn :

- plannen en programma's die uitsluitend bestemd zijn voor nationale defensie of noodsituaties,

- financiële of begrotingsplannen en -programma's.

9. Deze richtlijn geldt niet voor plannen en programma's die worden medegefinancierd in het kader van de huidige respectieve programmeringsperiodes van de Verordeningen (EG) nr. 1260/1999 en (EG) nr. 1257/1999 van de Raad ».

B.7.2.2. Artikel 3, leden 2, 3 en 5, van de richtlijn van 27 juni 2001 heeft tot doel geen enkel plan dat aanzienlijke milieueffecten kan hebben, van de milieubeoordeling uit te sluiten (HvJ, C-295/10, 22 september 2011, *Valčiukienė en anderen*, punt 53).

De werkwijzen bij het onderzoek van de in artikel 3, lid 5, van de richtlijn van 27 juni 2001 genoemde plannen hebben tot doel het vaststellen van plannen waarvoor een beoordelingsverplichting bestaat omdat zij aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben, te vergemakkelijken (HvJ, C-295/10, 22 september 2011, *Valčiukienė en anderen*, punt 45).

De beoordelingsmarge waarover de lidstaten krachtens artikel 3, lid 5, van de richtlijn van 27 juni 2001 beschikken bij het specificeren van de soorten plannen die aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben, vindt haar beperkingen in de in artikel 3, lid 3, van die richtlijn, in samenhang gelezen met lid 2 van datzelfde artikel, neergelegde verplichting om plannen die aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben, te onderwerpen aan een milieubeoordeling, met name vanwege hun kenmerken, hun gevolgen en de gebieden die die gevolgen kunnen ondergaan (HvJ, C-295/10, 22 september 2011, *Valčiukienė en anderen*, punt 46).

Het door artikel 3, lid 5, tweede zin, van de richtlijn van 27 juni 2001 vereiste feit dat de bevoegde autoriteiten rekening houden met de criteria die zijn neergelegd in bijlage II bij die richtlijn, strekt ertoe te verzekeren dat alle plannen die aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben door die richtlijn worden gedekt (HvJ, C-295/10, 22 september 2011, *Valčiukienė en anderen*, punt 53).

B.7.3. Artikel 4 van de richtlijn van 27 juni 2001, met als opschrift « Algemene verplichtingen », bepaalt :

« 1. De in artikel 3 bedoelde milieubeoordeling wordt uitgevoerd tijdens de voorbereiding en vóór de vaststelling of onderwerping aan de wetgevingsprocedure van een plan of programma.

2. De voorschriften van deze richtlijn worden ofwel verwerkt in bestaande procedures van de lidstaten voor de vaststelling van plannen en programma's ofwel opgenomen in procedures die worden vastgesteld om aan deze richtlijn te voldoen.

3. Voor plannen en programma's die deel uitmaken van een hiërarchie van plannen en programma's houden de lidstaten, om overlapping van beoordelingen te voorkomen, rekening met het feit dat de beoordeling, overeenkomstig deze richtlijn, op verschillende niveaus van de hiërarchie wordt uitgevoerd. Hiertoe passen zij artikel 5, lid 2 en 3 toe, onder meer om overlapping van beoordelingen te voorkomen ».



B.7.4. Artikel 5 van de richtlijn van 27 juni 2001, met als opschrift « Milieurapport », bepaalt :

« 1. Wanneer krachtens artikel 3, lid 1, een milieubeoordeling vereist is, wordt een milieurapport opgesteld waarin de mogelijke aanzienlijke milieueffecten van de uitvoering van het plan of programma alsmede van redelijke alternatieven, die rekening houden met het doel en de geografische werkingsfeer van het plan of programma, worden bepaald, beschreven en beoordeeld. Voor de voor dit doel te verstrekken informatie wordt verwezen naar bijlage I.

2. Het krachtens lid 1 opgestelde milieurapport bevat de informatie die redelijkerwijs mag worden vereist, gelet op de stand van kennis en beoordelingsmethoden, de inhoud en het detailleringsniveau van het plan of programma, de fase van het besluitvormingsproces waarin het zich bevindt en de mate waarin bepaalde aspecten beter op andere niveaus van dat proces kunnen worden beoordeeld, teneinde overlappende beoordelingen te vermijden.

3. Relevante informatie over de milieueffecten van de plannen en programma's die op andere besluitvormingsniveaus of via andere wetgeving van de Gemeenschap is verkregen, kan worden gebruikt om de in bijlage I bedoelde informatie te verstrekken.

4. De in artikel 6, lid 3, bedoelde instanties worden geraadpleegd als een besluit wordt genomen over de reikwijdte en het detailleringsniveau van de informatie die in het milieurapport moet worden opgenomen ».

B.7.5. Artikel 6 van de richtlijn van 27 juni 2001, met als opschrift « Raadpleging », bepaalt :

« 1. Het ontwerp-plan of ontwerp-programma en het overeenkomstig artikel 5 opgestelde milieurapport worden voor de in lid 3 bedoelde instanties en voor het publiek beschikbaar gesteld.

2. De in lid 3 bedoelde instanties en het in lid 4 bedoelde publiek wordt tijdig, daadwerkelijk en binnen een passend tijdschema de gelegenheid geboden om vóór de vaststelling, of vóór de onderwerping aan de wetgevingsprocedure van het plan of programma, hun mening te geven over het ontwerp-plan of -programma en het bijbehorende milieurapport.

3. De lidstaten wijzen de te raadplegen instanties aan, die wegens hun specifieke verantwoordelijkheden op milieugebied met de milieueffecten van de uitvoering van plannen en programma's te maken kunnen krijgen.

4. De lidstaten bepalen het publiek als bedoeld in lid 2, met inbegrip van het publiek dat door het besluitvormingsproces in het kader van deze richtlijn wordt of kan worden geraakt dan wel er belang bij heeft, met inbegrip van de relevante niet-gouvernementele organisaties, zoals organisaties die milieubescherming bevorderen en andere betrokken organisaties.

5. De lidstaten stellen de nadere regels vast voor de informatie en de raadpleging van de instanties en het publiek ».

B.8.1. De procedure voor de opheffing van een BBP, zoals zij wordt beschreven in de artikelen 58 tot en met 63 van het BWRO, voorziet niet in het opstellen van een milieurapport.

De opheffing van een BBP met toepassing van de artikelen 58 en 59 van het BWRO, zoals zij zijn gewijzigd bij de artikelen 25 en 26 van de ordonnantie van 14 mei 2009, maakt dus niet het voorwerp uit van een milieubeoordeling in overeenstemming met de artikelen 3 tot 6 van de richtlijn van 27 juni 2001.

B.8.2. Die vaststelling volstaat echter niet om te besluiten dat de bestreden bepalingen onverenigbaar zouden zijn met die richtlijn.

De opheffing van een BBP zou immers slechts betrekking kunnen hebben op een « klein gebied op lokaal niveau » in de zin van artikel 3, lid 3, van de richtlijn van 27 juni 2001 of slechts als « klein » kunnen worden beschouwd in de zin van diezelfde bepaling. In die gevallen zou het kunnen dat de opheffing van een BBP niet dient te worden onderworpen aan een milieubeoordeling in de zin van die richtlijn, voor zover het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest bepaalt dat een dergelijke opheffing geen aanzienlijke milieueffecten kan hebben.

Daartoe zou het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest ofwel een « onderzoek per geval » moeten voeren, ofwel « soorten » BBP's moeten specificeren ofwel beide werkwijzen moeten combineren. In de drie gevallen zou het Gewest rekening moeten houden met de relevante criteria van bijlage II van de richtlijn (artikel 3, lid 5, van de richtlijn van 27 juni 2001), en de instanties moeten raadplegen die, rekening houdend met hun specifieke verantwoordelijkheden op milieugebied, met de milieueffecten van die opheffing te maken kunnen krijgen (artikel 3, lid 6, van de richtlijn van 27 juni 2001, in samenhang gelezen met artikel 6, lid 3, van dezelfde richtlijn).

B.8.3. Alleen de regels met betrekking tot het opstellen en het wijzigen van een BBP bieden de bevoegde instanties van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest evenwel de mogelijkheid om na te gaan of een dergelijk plan aanzienlijke gevolgen voor het milieu kan hebben (artikelen 43 en 44 van het BWRO, respectievelijk gewijzigd bij de artikelen 19 en 20 van de ordonnantie van 14 mei 2009; artikel 52, tweede lid, van het BWRO; artikelen 55 en 56, tweede lid, van het BWRO).

In een dergelijke toetsing is niet voorzien voor de opheffing van een BBP.

B.8.4. Uit het voorgaande volgt dat de artikelen 25 en 26 van de ordonnantie van 14 mei 2009 onverenigbaar zijn met de artikelen 3 tot 6 van de richtlijn van 27 juni 2001 in zoverre zij elke opheffing van een BBP uitsluiten van een milieubeoordeling in de zin van artikel 2, onder b, van die richtlijn.

B.8.5. In zoverre het betrekking heeft op de artikelen 25 en 26 van de ordonnantie van 14 mei 2009, is het middel gegrond.

*Wat betreft artikel 30, c), van de ordonnantie van 14 mei 2009 (in zoverre het een artikel 98, § 2/2, in het BWRO invoegt) en artikel 101 van dezelfde ordonnantie (in zoverre het een 10° in artikel 206 van hetzelfde Wetboek invoegt)*

B.9. Uit het arrest nr. 133/2010 van 25 november 2010 blijkt dat het Hof nog uitspraak dient te doen over de bestaanbaarheid van de artikelen 30, c), en 101 van de ordonnantie van 14 mei 2009 met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 3 tot 6 van de richtlijn van 27 juni 2001, doordat de artikelen 98, § 2/2, en 206, 10°, die bij de bestreden bepalingen in het BWRO worden ingevoegd, de aanname van het plan voor erfgoedbeheer - in de zin van dat artikel 206, 10° - dat aanzienlijke gevolgen voor het milieu kan hebben, niet onderwerpen aan de uitvoering van een milieubeoordeling in de zin van artikel 2, onder b), van die richtlijn.

B.10.1. Artikel 98 van het BWRO bepaalde :

« § 1. Niemand mag zonder voorafgaande schriftelijke en uitdrukkelijke vergunning van het college van burgemeester en schepenen :

1° bouwen, een grond gebruiken voor het plaatsen van één of meer vaste inrichtingen, reclame-inrichtingen en uithangborden inbegrepen;

onder bouwen en plaatsen van vaste inrichtingen wordt verstaan het oprichten van een gebouw of een kunstwerk of het plaatsen van een inrichting, zelfs uit niet duurzame materialen, die in de grond is ingebouwd, op de grond of op een bestaand bouwwerk is bevestigd of op de grond steun vindt ten behoeve van de stabiliteit en bestemd is om ter plaatse te blijven staan, al kan zij ook uit elkaar genomen of verplaatst worden;

2° verbouwen van een bestaand bouwwerk met uitzondering van instandhoudings- en onderhoudswerken; onder verbouwen wordt verstaan de wijziging - binnen of buiten - van een gebouw, kunstwerk of een inrichting, door onder meer toevoeging of afschaffing van een plaats, een dak, wijziging van het aspect van het bouwwerk of het gebruik van andere materialen, zelfs als deze werken de omvang van het bestaande gebouw niet wijzigen;

3° een bouwwerk afbreken;

4° herbouwen;

5° de bestemming van een goed geheel of gedeeltelijk wijzigen, zelfs als deze wijziging geen werken vereist;

het gebruik van een goed geheel of gedeeltelijk wijzigen, zelfs als die wijziging geen werken vereist, maar voorzover die wijziging is opgenomen in een door de regering vastgestelde lijst.

Men bedoelt met :

a) ' gebruik ', het feitelijk gebruik van een onbebouwd goed of van één of meer vertrekken van een bebouwd goed;

b) ' bestemming ', de bestemming van een onbebouwd goed of van één of meer vertrekken van een bebouwd goed, zoals aangegeven in de bouw- of stedenbouwkundige vergunning of, bij gebrek aan dergelijke vergunning of aanduiding in deze vergunning, de bestemming aangegeven in de bestemmingsplannen;

6° het reliëf van de bodem aanzienlijk wijzigen;

7° ontbossen;

8° hoogstammige bomen vellen;

9° ontginnen of de vegetatie wijzigen van elk gebied waarvan de bescherming noodzakelijk wordt geacht door de Regering;

10° een grond gewoonlijk gebruiken voor :

a) het opslaan van één of meer gebruikte voertuigen, van schroot, van materialen of afval;

b) het parkeren van voertuigen, wagens of aanhangwagens voor reclaimedoeleinden inbegrepen;

c) het plaatsen van één of meer verplaatsbare inrichtingen die voor bewoning kunnen worden gebruikt, zoals woonwagens, kampeerwagens, afgedankte voertuigen, tenten. Er is evenwel geen vergunning vereist voor het kamperen met verplaatsbare inrichtingen op een kampeerterrein in de zin van de wetgeving op het kamperen;

11° handelingen en werken ondernemen of laten ondernemen voor de restauratie, de uitvoering van opgravingen of wijziging van het uitzicht van delen of van het geheel van een goed dat is beschermd of ingeschreven op de bewaarlijst, of waarvoor de inschrijvings- of beschermingsprocedure geopend is of over te gaan tot het verplaatsen van een dergelijk goed.

De Regering stelt de nadere regels voor de toepassing van deze paragraaf vast.

§ 2. De Regering kan de lijst vaststellen van de werken en handelingen waarvoor, wegens hun geringe omvang, geen vergunning vereist is. De lijst is evenwel niet van toepassing op de handelingen en werken aan een goed dat is beschermd of ingeschreven op de bewaarlijst of waarvoor de inschrijvings- of beschermingsprocedure geopend is.

§ 3. De bepalingen van dit Wetboek zijn van toepassing op de niet in § 1 opgesomde handelingen en werken, wanneer een stedenbouwkundige verordening voor de uitvoering ervan een vergunning voorschrijft.

Dergelijke verordening kan evenwel geen betrekking hebben op handelingen en werken die voorkomen op de lijst bedoeld in § 2 ».

Artikel 30, c), van de ordonnantie van 14 mei 2009 voegt, tussen de tweede en de derde paragraaf van die bepaling, twee paragrafen in die luiden :

« § 2/1. De Regering kan, voor goederen die op de bewaarlijst ingeschreven of beschermd zijn of waarvoor de inschrijving of de bescherming in onderzoek is, na het inwinnen van het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, een afzonderlijke lijst vaststellen van de handelingen en werken waarvoor, gelet op het gering stedenbouwkundig en/of patrimoniaal belang, geen vergunning is vereist.

§ 2/2. De gemachtigde ambtenaar reikt, op verzoek van het Bestuur of van ten minste één derde van de betrokken eigenaars, een plan voor erfgoedbeheer uit, zoals omschreven in artikel 206, 10°.

Het plan voor erfgoedbeheer maakt met name de vrijstelling van vergunning of van advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen mogelijk voor de toegestane handelingen en werken.

De Regering stelt de samenstelling van het aanvraagdossier vast en bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel.

Na onderzoek van de ontvankelijkheid van het verzoek, stelt het Bestuur een lastenboek op, dat ter advies aan de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen wordt voorgelegd. Dit lastenboek bepaalt het doel en de omvang van de studies die voorafgaan aan de uitvoering van het plan in functie van de beoogde werken en handelingen en van de aard van het groot geheel, groot appartementsgebouw of uitgestrekt landschap, alsook de technische elementen die zullen moeten vermeld worden in het plan voor erfgoedbeheer.

Het plan voor erfgoedbeheer omvat ten minste :

- een globale studie van het goed dat in het plan wordt beoogd rekening houdend met de grondige analyses die reeds eerder werden uitgevoerd door het Bestuur of op zijn verzoek;

- de beschrijving van de instandhoudingswerken bedoeld in artikels 206, 2° en 240 verwijzend naar de betreffende goederen, de betreffende constructiedetails en eventueel hun fasering en kalender van uitvoering;

Deze documenten worden opgesteld door het Bestuur of op zijn verzoek en voor eensluidend advies voorgelegd aan de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen.

De aanvraag, vergezeld van een volledig dossier, wordt per aangetekende zending verstuurd naar de gemachtigde ambtenaar of ter zijner attentie afgegeven op zijn administratie. In dit laatste geval, wordt onmiddellijk een indieningsbewijs afgegeven.

Indien het dossier volledig is, stuurt de gemachtigde ambtenaar binnen de dertig dagen na de ontvangst, met een ter post aangetekende brief een ontvangstbewijs aan de aanvrager. Indien het dossier onvolledig is, verwittigt hij op dezelfde wijze de aanvrager van deze onvolledigheid, met vermelding van de ontbrekende documenten en inlichtingen. De gemachtigde ambtenaar levert het ontvangstbewijs af binnen de dertig dagen na de ontvangst van deze documenten en inlichtingen.

Bij afwezigheid van afgifte van het ontvangstbewijs of van de kennisgeving van de onvolledigheid van het dossier, wordt de termijn berekend vanaf de éénendertigste dag van de ontvangst, al naargelang, van de aanvraag, de documenten of de inlichtingen.

Wanneer het dossier volledig wordt verklaard, verzoekt de gemachtigde ambtenaar het of de betrokken college(s) van burgemeester en schepenen om een openbaar onderzoek te organiseren binnen de veertien dagen.

Het openbaar onderzoek wordt aangekondigd per aanplakking en per bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Het dossier wordt neergelegd in het gemeentehuis of in de gemeentehuizen van de gebieden waar het groot geheel, groot gebouw met meerdere appartementen of uitgestrekt landschap zich bevindt, en dit gedurende een termijn van 15 dagen waarvan de aanvang en het einde worden vermeld in het bericht.

Bezwaren en opmerkingen dienen binnen deze termijn gericht te worden aan het Bestuur en bij het afsluitend verslag van het onderzoek worden gevoegd zoals dat door dit Bestuur werd opgemaakt, en dit binnen de 15 dagen na de vervaldag.

Zonder afbreuk te doen aan het eensluidend advies, motiveert de gemachtigde ambtenaar in het bijzonder de wijzigingen die hij aanbrengt in de documenten van het beheerplan en beantwoordt de bezwaren en opmerkingen die tijdens het openbaar onderzoek naar voren komen.

De beslissing van de gemachtigde ambtenaar wordt per aangetekende brief naar de aanvrager verstuurd en er wordt een kopie verzonden naar het Bestuur. Deze mededeling vindt plaats binnen de honderd en vijf dagen na het versturen van het ontvangstbewijs. De beslissing wordt gepubliceerd via uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

Bij het vervallen van de termijn of binnen de dertig dagen na de ontvangst van de beslissing van de gemachtigde ambtenaar, kan de aanvrager beroep aantekenen bij de Regering per aangetekende brief. Elke persoon die beschikt over een zakelijk of persoonlijk recht met betrekking tot het betreffende goed kan eveneens een dergelijk beroep aantekenen binnen de dertig dagen van de publicatie van het uittreksel van de beslissing in het *Belgisch Staatsblad*.

Het beroep wordt aangetekend en beslecht overeenkomstig de artikelen 171 tot 173bis [lees : 173/1].

Het plan voor erfgoedbeheer is geldig gedurende maximum 10 jaar.

Het kan aangepast, verlengd of hernieuwd worden volgens eensluidend advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen.

De Regering bepaalt de procedure tot aanpassing, verlenging of hernieuwing.

De goedgekeurde of opgelegde bepalingen in het plan voor erfgoedbeheer met betrekking tot de werken en handelingen tot instandhouding, hebben een verordenende waarde. De andere bepalingen zijn indicatief.

De subsidie bedoeld in de artikelen 240 en 241 kan enkel toegekend worden indien de verordenende bepalingen in het plan voor erfgoedbeheer worden nageleefd.

Het Bestuur controleert de bewerkstelling en de uitvoering van de plannen voor erfgoedbeheer.

Het Bestuur wordt ten minste één maand voor de aanvang, door de eigenaars, de bewoners of derde betrokken partijen geïnformeerd over de uitvoering van de werken en handelingen tot instandhouding die toegestaan zijn volgens het plan voor erfgoedbeheer.

Het Bestuur legt om de 3 jaar een evaluatierapport betreffende de uitvoering van het plan voor erfgoedbeheer neer bij de Regering ».

B.10.2. Artikel 206 van het BWRO bepaalde :

« Voor de toepassing van deze titel moet worden verstaan onder :

1° onroerend erfgoed : het geheel van de onroerende goederen met een historische, archeologische, artistieke, esthetische, wetenschappelijke, sociale, technische of volkskundige waarde, te weten :

a) als monument : elk merkwaardig werk, met inbegrip van de uitrusting of decoratieve elementen die er integrerend deel van uitmaken;

b) als geheel : iedere groep van onroerende goederen die een stedelijk geheel of een dorpsgeheel vormt dat voldoende samenhangend is om topografisch te worden afgebakend en merkwaardig is door zijn homogeniteit of doordat het in zijn omgeving is geïntegreerd;

c) als landschap : elk werk van de natuur of van de mens of van beide samen, met geen of gedeeltelijke bebouwing en dat een ruimtelijke samenhang vertoont;

d) als archeologische vindplaats : elk terrein, geologische formatie, gebouw, geheel of landschap dat archeologische goederen bevat of kan bevatten;

2° behoud : het geheel van de maatregelen gericht op het identificeren, de studie, de bewaring, de vrijwaring, de bescherming, het onderhoud, het beheer, de restauratie, het verstevigen, de herbestemming en het tot zijn recht doen komen van het onroerende erfgoed, teneinde het te integreren in het hedendaagse leven en het te behouden in een passende omgeving;

3° vrijwaringszone van het onroerende erfgoed : de zone rondom een monument, een geheel, een landschap of een archeologische vindplaats, waarvan de omtrek wordt vastgesteld volgens de vereisten van de vrijwaring van de omgeving van het onroerende erfgoed;

4° eigenaar : de natuurlijke persoon, de privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersoon, houder van een eigendomsrecht, van een vruchtgebruik, van een erfpacht of een recht van opstal op een goed dat tot het onroerende erfgoed behoort, of indien een vrijwaringszone wordt afgebakend, op een onroerend goed gelegen in deze zone;

5° archeologische goederen : alle overblijfselen, voorwerpen en andere sporen van de mens, van zijn activiteiten of van zijn natuurlijke habitat, die een getuige zijn van vervlogen tijden of beschavingen en waarvoor de voornaamste of één van de voornaamste wetenschappelijke informatiebronnen uit de archeologische onderzoeksmethoden afkomstig is;

6° prospectie : handeling bestemd om een archeologische site te lokaliseren zonder er wijzigingen aan aan te brengen;

7° peiling : handeling die een wijziging van de toestand van een site inhoudt, om zich een beeld te vormen van het bestaan, de aard, de uitgestrektheid of de toestand van een archeologische site;

8° opgravingen : het geheel van de handelingen en werken met het oog op de exploratie, de analyse en de studie *in situ* van het geheel of een deel van een archeologische site;

9° ontdekkingen : het blootleggen van archeologische goederen op een andere manier dan via opgravingen of peilingen ».

Artikel 101 van de ordonnantie van 14 mei 2009 voegt in die bepaling onder meer een 10° in, luidende :

« plan voor erfgoedbeheer : document dat kan worden aangevraagd voorafgaand aan de vereiste vergunningen en dat een geheel van werkzaamheden en van doelstellingen bepaalt, van nuttige middelen, in het kader van het globaal beheer van een beschermd of op de bewaarlijst ingeschreven groot geheel, groot gebouw met meerdere appartementen of uitgestrekt landschap, vastgesteld bij besluit van de Regering *ter fine* van een harmonieuze bewaring van dit geheel, appartementsgebouw of landschap van het gezonde beheer ervan. Men dient te verstaan onder :

a) groot geheel : elke groep van onroerende goederen die, naast de kenmerken bepaald onder het 1°, b) van dit artikel, tevens een aanzienlijke herhaling of een coherentie van de voornaamste architecturale elementen vertoont;

b) groot appartementsgebouw : elk voor huisvesting bestemd gebouw dat onderverdeeld is in appartementen en een aanzienlijke herhaling of een coherentie van de voornaamste bouwkundige elementen vertoont;

c) uitgestrekt landschap : elk werk van de natuur of van de mens en elk gecombineerd werk van de natuur en de mens dat naast de kenmerken bepaald onder het 1°, c) van dit artikel, tevens een aanzienlijke herhaling of een coherentie van de voornaamste elementen vertoont ».

Zoals is geoordeeld in het arrest nr. 133/2010 van 25 november 2010 (B.1.4.2), is de Nederlandse versie van het nieuwe artikel 206, 10°, van het BWRO aangetast door een materiële vergissing, in zoverre zij de woorden « vastgesteld bij besluit van de Regering » bevat.

B.11.1. De ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 18 maart 2004 « betreffende de milieueffectenbeoordeling van bepaalde plannen en programma's » beoogt, volgens artikel 2 ervan, de omzetting van de richtlijn van 27 juni 2001.

Die ordonnantie organiseert een procedure voor milieubeoordeling - in de zin van die richtlijn - van de plannen en programma's « die door een instantie op regionaal [...] niveau worden opgesteld en [...] vastgesteld [...] die in wettelijke [...] bepalingen zijn opgenomen » en die « aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben » (artikelen 3, 1° en 2°, en 4 tot 16 van de ordonnantie van 18 maart 2004). Die procedure voorziet onder meer in het opstellen van een « bestek voor het milieueffectenrapport » (artikel 10 van dezelfde ordonnantie), het opstellen van een « milieueffectenrapport » met betrekking tot het ontwerpplan of -programma (artikel 9 van dezelfde ordonnantie) en verplicht de indiener van dat ontwerp ertoe dat rapport aan een openbaar onderzoek te onderwerpen (artikel 11 van dezelfde ordonnantie).

B.11.2. De artikelen 98, § 2/2, en 206, 10°, van het BWRO beschrijven de procedure voor de aanneming van het plan voor erfgoedbeheer.

Die procedure voorziet niet erin dat die aanneming wordt voorafgegaan door het opstellen van een milieueffectenrapport en *a fortiori* door een openbaar onderzoek met betrekking tot een dergelijk rapport.

B.11.3.1. Uit artikel 98, § 2/2, eerste, tweede, vijfde, zesde, achtste, negentiende, eenentwintigste en drieëntwintigste tot vijftienvingste lid, van het BWRO, alsook uit artikel 206, 10°, van hetzelfde Wetboek blijkt dat een plan voor erfgoedbeheer een beheerplan is voor een welbepaald onroerend goed of voor een welbepaalde groep van onroerende goederen die zijn beschermd of op de bewaarlijst zijn ingeschreven en de uit te voeren instandhoudingswerken en de eventuele fasering ervan bepaalt. De door het plan toegestane handelingen en werken kunnen worden uitgevoerd zonder dat daarvoor telkens een afzonderlijke vergunning of het advies van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen is vereist.

Een dergelijk plan, dat veeleer de kenmerken heeft van een vergunning voor het uitvoeren van bepaalde werkzaamheden ter bewaring van de historische, archeologische, artistieke, esthetische, wetenschappelijke, sociale, technische of volkskundige waarde van de betrokken onroerende goederen, kan niet worden gelijkgesteld met de plannen en programma's bedoeld in Richtlijn 2001/42/EG. Die plannen en programma's worden door de bevoegde overheden opgesteld die hun beleid op een aantal domeinen vaststellen. Wanneer zij worden uitgevoerd, kunnen zij aanleiding geven tot aanzienlijke milieueffecten, tot de realisatie van projecten zoals opgesomd in de bijlagen I of II van Richtlijn 85/337/EEG of tot het optreden van negatieve effecten op gebieden als bedoeld in Richtlijn 92/43/EEG (artikel 3 van Richtlijn 2001/42/EG). Een plan voor erfgoedbeheer is niet een dergelijk beleidsplan en de uitvoering ervan zal in de regel niet zulke gevolgen hebben.

B.11.3.2. Indien evenwel een bepaald plan voor erfgoedbeheer, bij de voorbereiding ervan, een plan of een programma blijkt te zijn als bedoeld in artikel 3 van Richtlijn 2001/42/EG, dan zal dat plan worden onderworpen aan een milieubeoordeling in de zin van artikel 2, onder b), van bedoelde richtlijn (artikel 3, lid 1, van de richtlijn).

De ordonnantie van 18 maart 2004 beoogt, volgens artikel 2 ervan, de omzetting van die richtlijn. Zij « is van toepassing op alle plannen en programma's die door geen enkel wettelijk, verordenend of bestuursrechtelijk instrument aan een voorafgaande beoordeling van hun milieueffecten worden onderworpen die vergelijkbaar is met die waarin door de artikelen 4 tot 16 [van die ordonnantie] wordt voorzien » (artikel 17, § 2, tweede lid).

B.11.4. De omstandigheid dat het plan voor erfgoedbeheer in de regel niet onderworpen wordt aan een milieubeoordeling in de zin van artikel 2, onder b), van de richtlijn 2001/42/EG, is derhalve niet onbestaanbaar met de in het middel aangevoerde bepalingen.

B.12. In zoverre het betrekking heeft op de artikelen 30, c), en 101 van de ordonnantie van 14 mei 2009, is het middel niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt de artikelen 25 en 26 van de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 14 mei 2009 tot wijziging van de ordonnantie van 13 mei 2004 houdende ratificatie van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, in zoverre zij elke opheffing van een bijzonder bestemmingsplan uitsluiten van een milieubeoordeling in de zin van de richtlijn 2001/42/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2001 « betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's »;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 19 juli 2012.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

R. Henneuse



## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2012 — 2665

[2012/204264]

## Auszug aus dem Entscheid Nr. 95/2012 vom 19. Juli 2012

Geschäftsverzeichnisnummer 4820

*In Sachen:* Klage auf Nichtigklärung der Artikel 25, 26, 30 Buchstabe c), 101 und 105 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 14. Mai 2009 zur Abänderung der Ordonnanz vom 13. Mai 2004 zur Ratifizierung des Brüsseler Raumordnungsgesetzbuches, erhoben von der VoG «Inter-Environnement Bruxelles» und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten R. Henneuse und M. Bossuyt, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul und F. Daoût, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten R. Henneuse,

verkündet nach Beratung folgenden Entscheid:

## I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 27. November 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 30. November 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigklärung der Artikel 25, 26, 30 Buchstabe c), 101 und 105 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 14. Mai 2009 zur Abänderung der Ordonnanz vom 13. Mai 2004 zur Ratifizierung des Brüsseler Raumordnungsgesetzbuches (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 27. Mai 2009): die VoG «Inter-Environnement Bruxelles», mit Sitz in 1050 Brüssel, rue d'Edimbourg 26, die VoG «Pétitions-Patrimoine», mit Sitz in 1000 Brüssel, rue du Marteau 19, und die VoG «Atelier de Recherche et d'Action Urbaines», mit Sitz in 1000 Brüssel, boulevard Adolphe Max 55.

(...)

## II. Rechtliche Würdigung

(...)

*In Bezug auf die Artikel 25 und 26 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 14. Mai 2009 «zur Abänderung der Ordonnanz vom 13. Mai 2004 zur Ratifizierung des Brüsseler Raumordnungsgesetzbuches»*

B.1. Aus dem Entscheid Nr. 133/2010 vom 25. November 2010 geht hervor, dass der Gerichtshof noch über die Vereinbarkeit der Artikel 25 und 26 der Ordonnanz vom 14. Mai 2009 mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 3 bis 6 der Richtlinie 2001/42/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2001 «über die Prüfung der Umweltauswirkungen bestimmter Pläne und Programme» zu befinden hat.

Insofern die angefochtenen Bestimmungen die Aufhebung eines besonderen Flächennutzungsplans nicht von der Durchführung einer Umweltprüfung im Sinne von Artikel 2 Buchstabe b dieser Richtlinie abhängig machen würden, würden sie einen diskriminierenden Behandlungsunterschied zwischen den von dieser Aufhebung betroffenen Personen und denjenigen, die von einem Verfahren auf Abänderung eines besonderen Flächennutzungsplans betroffen sind, einführen, da Letztere in den Vorteil einer Umweltprüfung gelangen würden.

B.2.1. Artikel 58 des Brüsseler Raumordnungsgesetzbuches (nachstehend: CoBAT), angenommen durch einen Erlass der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt vom 9. April 2004, der seinerseits durch Artikel 32 der Ordonnanz vom 13. Mai 2004 «zur Ratifizierung des Brüsseler Raumordnungsgesetzbuches» ratifiziert wurde, bestimmte:

«Der Gemeinderat kann aus eigener Initiative oder auf einen gemäß den Bestimmungen von Artikel 51 eingereichten Antrag hin beschließen, einen besonderen Flächennutzungsplan für die Gesamtheit oder einen Teil seines Gebiets aufzuheben».

Artikel 25 der Ordonnanz vom 14. Mai 2009 «zur Abänderung der Ordonnanz vom 13. Mai 2004 zur Ratifizierung des Brüsseler Raumordnungsgesetzbuches» fügt dieser Bestimmung drei Absätze mit folgendem Wortlaut hinzu:

«Die Regierung kann unter den in Artikel 54 erwähnten Bedingungen und durch einen mit Gründen versehenen Erlass die völlige oder teilweise Aufhebung eines besonderen Flächennutzungsplans beschließen.

In diesem Fall fordert sie den Gemeinderat auf, dies gemäß diesem Abschnitt zu tun, und sie legt die Fristen fest, innerhalb deren der Gemeinderat ihr den Beschluss zur Aufhebung des besonderen Flächennutzungsplans, zur Eröffnung der öffentlichen Untersuchung und zur Weiterleitung der vollständigen Akte im Hinblick auf die Genehmigung des Aufhebungsbeschlusses gemäß Artikel 61 unterbreiten muss.

Falls der Gemeinderat die Aufforderung der Regierung abgewiesen oder die ihm auferlegten Fristen nicht eingehalten hat, kann die Regierung an seiner Stelle den besonderen Flächennutzungsplan gemäß den in diesem Abschnitt vorgesehenen Verfahren aufheben».

B.2.2. Artikel 59 des CoBAT bestimmte:

«Der Gemeinderat nimmt einen Beschlussentwurf zur Aufhebung eines besonderen Flächennutzungsplans mit einem Bericht zur Rechtfertigung der Aufhebung des besonderen Flächennutzungsplans anstelle seiner Abänderung an und unterbreitet ihn einer öffentlichen Untersuchung.

Diese wird sowohl durch Aushang als auch durch eine Mitteilung im *Belgischen Staatsblatt* und in mindestens drei französischsprachigen Zeitungen und drei niederländischsprachigen Zeitungen, die in der Region verteilt werden, bekannt gegeben gemäß den durch die Regierung festgelegten Modalitäten.

Die öffentliche Untersuchung dauert dreißig Tage. Beschwerden und Anmerkungen werden innerhalb dieser Frist an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gerichtet und dem Protokoll über den Abschluss der Untersuchung beigefügt. Dieses wird durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium innerhalb von fünfzehn Tagen nach Ablauf der Frist für die öffentliche Untersuchung erstellt».

Artikel 26 der Ordonnanz vom 14. Mai 2009 ändert Absatz 1 dieses Artikels 59 ab, der nunmehr wie folgt lautet:

«Der Gemeinderat nimmt einem Beschlussentwurf zur Aufhebung eines besonderen Flächennutzungsplans mit einem Plan des betreffenden Gebiets im Falle einer teilweisen Aufhebung und einem Bericht zur Rechtfertigung der Aufhebung des besonderen Flächennutzungsplans anstelle seiner Abänderung an und unterbreitet ihn einer öffentlichen Untersuchung. In dem in Artikel 58 letzter Absatz erwähnten Fall wird der vorgenannte Bericht durch die Regierung erstellt».

B.3.1. Die Umweltprüfung im Sinne der Richtlinie vom 27. Juni 2001 umfasst unter anderem die Ausarbeitung eines «Umweltberichts» sowie die Konsultation der Öffentlichkeit und der Behörden, die in ihrem umweltbezogenen Aufgabenbereich von den durch die Durchführung des Plans verursachten Umweltauswirkungen betroffen sein könnten (Artikel 2 Buchstabe b in Verbindung mit den Artikeln 5 und 6 der Richtlinie vom 27. Juni 2001).

B.3.2. Die Bestimmungen des CoBAT in Bezug auf die Ausarbeitung der besonderen Flächennutzungspläne finden Anwendung auf die Abänderung dieser Pläne (Artikel 52 des CoBAT).

Aus diesen Bestimmungen geht jedoch hervor, dass das Verfahren zur Ausarbeitung der besonderen Flächennutzungspläne eine öffentliche Untersuchung, die Befragung verschiedener Verwaltungen und Instanzen sowie grundsätzlich die Ausarbeitung eines Umweltberichts vorsieht (Artikel 43 bis 50 des CoBAT).

Diese Bestimmungen finden jedoch nicht Anwendung auf die Verfahren auf Aufhebung der besonderen Flächennutzungspläne.

B.4. Artikel 2 Buchstabe a der Richtlinie vom 27. Juni 2001 bestimmt:

«Im Sinne dieser Richtlinie bezeichnet der Ausdruck

a) ' Pläne und Programme ' Pläne und Programme, einschließlich der von der Europäischen Gemeinschaft mitfinanzierten, sowie deren Änderungen,

- die von einer Behörde auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene ausgearbeitet und/oder angenommen werden oder die von einer Behörde für die Annahme durch das Parlament oder die Regierung im Wege eines Gesetzgebungsverfahrens ausgearbeitet werden und

- die aufgrund von Rechts- oder Verwaltungsvorschriften erstellt werden müssen;».

B.5. Ein besonderer Flächennutzungsplan ist ein Plan, der «erstellt werden muss» im Sinne dieser Bestimmung (EuGH, C-567/10, 22. März 2012, *Inter-Environnement Bruxelles und andere*, Randnrn. 31 und 32).

B.6. Der Umstand, dass Artikel 2 Buchstabe a der Richtlinie vom 27. Juni 2010 sich ausdrücklich nur auf die Ausarbeitung und Änderung eines Plans - also nicht auf dessen Aufhebung - bezieht, verhindert nicht, dass diese Bestimmung dahin ausgelegt wird, dass ein Verfahren zur völligen oder teilweisen Aufhebung eines besonderen Flächennutzungsplans, so wie es in den Artikeln 58 bis 63 des CoBAT organisiert wird, grundsätzlich in den Geltungsbereich dieser Richtlinie fällt (EuGH, C-567/10, 22. März 2012, *Inter-Environnement Bruxelles und andere*, Randnr. 43).

B.7.1. Das wesentliche Ziel der Richtlinie vom 27. Juni 2001 besteht darin, dass Pläne und Programme, die voraussichtlich erhebliche Umweltauswirkungen haben, bei ihrer Ausarbeitung und vor ihrer Annahme einer Umweltprüfung unterzogen werden (EuGH, C-41/11, 28. Februar 2012, *Inter-Environnement Wallonie und Terre wallonne*, Randnr. 40; EuGH, C-567/10, 22. März 2012, *Inter-Environnement Bruxelles und andere*, Randnr. 20).

B.7.2.1. Artikel 3 der Richtlinie vom 27. Juni 2001, mit der Überschrift «Geltungsbereich», bestimmt:

«(1) Die unter die Absätze 2 bis 4 fallenden Pläne und Programme, die voraussichtlich erhebliche Umweltauswirkungen haben, werden einer Umweltprüfung nach den Artikeln 4 bis 9 unterzogen.

(2) Vorbehaltlich des Absatzes 3 wird eine Umweltprüfung bei allen Plänen und Programmen vorgenommen,

a) die in den Bereichen Landwirtschaft, Forstwirtschaft, Fischerei, Energie, Industrie, Verkehr, Abfallwirtschaft, Wasserwirtschaft, Telekommunikation, Fremdenverkehr, Raumordnung oder Bodennutzung ausgearbeitet werden und durch die der Rahmen für die künftige Genehmigung der in den Anhängen I und II der Richtlinie 85/337/EWG aufgeführten Projekte gesetzt wird oder

b) bei denen angesichts ihrer voraussichtlichen Auswirkungen auf Gebiete eine Prüfung nach Artikel 6 oder 7 der Richtlinie 92/43/EWG für erforderlich erachtet wird.

(3) Die unter Absatz 2 fallenden Pläne und Programme, die die Nutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene festlegen, sowie geringfügige Änderungen der unter Absatz 2 fallenden Pläne und Programme bedürfen nur dann einer Umweltprüfung, wenn die Mitgliedstaaten bestimmen, dass sie voraussichtlich erhebliche Umweltauswirkungen haben.

(4) Die Mitgliedstaaten befinden darüber, ob nicht unter Absatz 2 fallende Pläne und Programme, durch die der Rahmen für die künftige Genehmigung von Projekten gesetzt wird, voraussichtlich erhebliche Umweltauswirkungen haben.

(5) Die Mitgliedstaaten bestimmen entweder durch Einzelfallprüfung oder durch Festlegung von Arten von Plänen und Programmen oder durch eine Kombination dieser beiden Ansätze, ob die in den Absätzen 3 und 4 genannten Pläne oder Programme voraussichtlich erhebliche Umweltauswirkungen haben. Zu diesem Zweck berücksichtigen die Mitgliedstaaten in jedem Fall die einschlägigen Kriterien des Anhangs II, um sicherzustellen, dass Pläne und Programme, die voraussichtlich erhebliche Umweltauswirkungen haben, von dieser Richtlinie erfasst werden.

(6) Im Rahmen einer Einzelfallprüfung und im Falle der Festlegung von Arten von Plänen und Programmen nach Absatz 5 sind die in Artikel 6 Absatz 3 genannten Behörden zu konsultieren.

(7) Die Mitgliedstaaten sorgen dafür, dass die nach Absatz 5 getroffenen Schlussfolgerungen, einschließlich der Gründe für die Entscheidung, keine Umweltprüfung gemäß den Artikeln 4 bis 9 vorzuschreiben, der Öffentlichkeit zugänglich gemacht werden.

(8) Die folgenden Pläne und Programme unterliegen dieser Richtlinie nicht:

- Pläne und Programme, die ausschließlich Zielen der Landesverteidigung oder des Katastrophenschutzes dienen;  
- Finanz- oder Haushaltspläne und -programme.

(9) Diese Richtlinie gilt nicht für Pläne und Programme, die in den laufenden jeweiligen Programmplanungszeiträumen für die Verordnungen (EG) Nr. 1260/1999 und (EG) Nr. 1257/1999 des Rates mitfinanziert werden».

B.7.2.2. Artikel 3 Absätze 2, 3 und 5 der Richtlinie vom 27. Juni 2001 bezweckt, dass kein Plan, der voraussichtlich erhebliche Umweltauswirkungen hat, der Umweltprüfung entzogen wird (EuGH, C-295/10, 22. September 2011, *Valčiukienė und andere*, Randnr. 53).

Die Mechanismen für eine Überprüfung der in Artikel 3 Absatz 5 der Richtlinie vom 27. Juni 2001 genannten Pläne dienen dazu, die Pläne zu bestimmen, die geprüft werden müssen, weil sie voraussichtlich erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben (EuGH, C-295/10, 22. September 2011, *Valčiukienė und andere*, Randnr. 45).

Das den Mitgliedstaaten nach Artikel 3 Absatz 5 der Richtlinie vom 27. Juni 2001 eingeräumte Ermessen bei der Beurteilung, ob bestimmte Arten von Plänen voraussichtlich erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben, wird durch die Verpflichtung nach Artikel 3 Absatz 3 in Verbindung mit Artikel 3 Absatz 2 dieser Richtlinie eingeschränkt, Pläne, bei denen insbesondere aufgrund ihrer Merkmale, ihrer Auswirkungen und der voraussichtlich betroffenen Gebiete mit erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt zu rechnen ist, einer Umweltprüfung zu unterziehen (EuGH, C-295/10, 22. September 2011, *Valčiukienė und andere*, Randnr. 46).

Die Berücksichtigung der in Anhang II der Richtlinie vom 27. Juni 2001 festgelegten Kriterien durch die zuständigen Behörden, wie Artikel 3 Absatz 5 Satz 2 dieser Richtlinie vorschreibt, dient dazu, sicherzustellen, dass alle Pläne, die voraussichtlich erhebliche Umweltauswirkungen haben, von der Richtlinie erfasst werden (EuGH, C-295/10, 22. September 2011, *Valčiukienė und andere*, Randnr. 53).

B.7.3. Artikel 4 der Richtlinie vom 27. Juni 2001, mit der Überschrift «Allgemeine Verpflichtungen», bestimmt:

«(1) Die Umweltprüfung nach Artikel 3 wird während der Ausarbeitung und vor der Annahme eines Plans oder Programms oder dessen Einbringung in das Gesetzgebungsverfahren durchgeführt.

(2) Die Mitgliedstaaten übernehmen die Anforderungen dieser Richtlinie entweder in bestehende Verfahren zur Annahme von Plänen und Programmen oder in neue Verfahren, die festgelegt werden, um dieser Richtlinie nachzukommen.

(3) Gehören Pläne und Programme zu einer Plan- oder Programmhierarchie, so berücksichtigen die Mitgliedstaaten zur Vermeidung von Mehrfachprüfungen die Tatsache, dass die Prüfung gemäß der vorliegenden Richtlinie auf verschiedenen Stufen dieser Hierarchie durchgeführt wird. Die Mitgliedstaaten wenden, unter anderem zur Vermeidung von Mehrfachprüfungen, Artikel 5 Absätze 2 und 3 an».

B.7.4. Artikel 5 der Richtlinie vom 27. Juni 2001, mit der Überschrift «Umweltbericht», bestimmt:

«(1) Ist eine Umweltprüfung nach Artikel 3 Absatz 1 durchzuführen, so ist ein Umweltbericht zu erstellen; darin werden die voraussichtlichen erheblichen Auswirkungen, die die Durchführung des Plans oder Programms auf die Umwelt hat, sowie vernünftige Alternativen, die die Ziele und den geographischen Anwendungsbereich des Plans oder Programms berücksichtigen, ermittelt, beschrieben und bewertet. Welche Informationen zu diesem Zweck vorzulegen sind, ist in Anhang I angegeben.

(2) Der Umweltbericht nach Absatz 1 enthält die Angaben, die vernünftigerweise verlangt werden können, und berücksichtigt dabei den gegenwärtigen Wissensstand und aktuelle Prüfmethoden, Inhalt und Detaillierungsgrad des Plans oder Programms, dessen Stellung im Entscheidungsprozess sowie das Ausmaß, in dem bestimmte Aspekte zur Vermeidung von Mehrfachprüfungen auf den unterschiedlichen Ebenen dieses Prozesses am besten geprüft werden können.

(3) Zur Gewinnung der in Anhang I genannten Informationen können alle verfügbaren relevanten Informationen über die Umweltauswirkungen der Pläne und Programme herangezogen werden, die auf anderen Ebenen des Entscheidungsprozesses oder aufgrund anderer Rechtsvorschriften der Gemeinschaft gesammelt wurden.

(4) Die in Artikel 6 Absatz 3 genannten Behörden werden bei der Festlegung des Umfangs und Detaillierungsgrads der in den Umweltbericht aufzunehmenden Informationen konsultiert».

B.7.5. Artikel 6 der Richtlinie vom 27. Juni 2001, mit der Überschrift «Konsultationen», bestimmt:

«(1) Der Entwurf des Plans oder Programms und der nach Artikel 5 erstellte Umweltbericht werden den in Absatz 3 genannten Behörden sowie der Öffentlichkeit zugänglich gemacht.

(2) Den Behörden nach Absatz 3 und der Öffentlichkeit nach Absatz 4 wird innerhalb ausreichend bemessener Fristen frühzeitig und effektiv Gelegenheit gegeben, vor der Annahme des Plans oder Programms oder seiner Einbringung in das Gesetzgebungsverfahren zum Entwurf des Plans oder Programms sowie zum begleitenden Umweltbericht Stellung zu nehmen.

(3) Die Mitgliedstaaten bestimmen die zu konsultierenden Behörden, die in ihrem umweltbezogenen Aufgabenbereich von den durch die Durchführung des Plans oder Programms verursachten Umweltauswirkungen betroffen sein könnten.

(4) Die Mitgliedstaaten bestimmen, was unter 'Öffentlichkeit' im Sinne des Absatzes 2 zu verstehen ist; dieser Begriff schließt die Teile der Öffentlichkeit ein, die vom Entscheidungsprozess gemäß dieser Richtlinie betroffen sind oder voraussichtlich betroffen sein werden oder ein Interesse daran haben, darunter auch relevante Nichtregierungsorganisationen, z.B. Organisationen zur Förderung des Umweltschutzes und andere betroffene Organisationen.

(5) Die Einzelheiten der Information und Konsultation der Behörden und der Öffentlichkeit werden von den Mitgliedstaaten festgelegt».

B.8.1. Das in den Artikeln 58 bis 63 des CoBAT beschriebene Verfahren zur Aufhebung eines besonderen Flächennutzungsplans sieht nicht die Ausarbeitung eines Umweltberichts vor.

Die Aufhebung eines besonderen Flächennutzungsplans in Anwendung der Artikel 58 und 59 des CoBAT in der durch die Artikel 25 und 26 der Ordonnanz vom 14. Mai 2009 abgeänderten Fassung ist also nicht Gegenstand einer Umweltprüfung gemäß den Artikeln 3 bis 6 der Richtlinie vom 27. Juni 2001.

B.8.2. Diese Feststellung reicht jedoch nicht, um zu schlussfolgern, dass die angefochtenen Bestimmungen nicht mit dieser Richtlinie vereinbar wären.

Die Aufhebung eines besonderen Flächennutzungsplans könnte jedoch nur ein «kleines Gebiet auf lokaler Ebene» im Sinne von Artikel 3 Absatz 3 der Richtlinie vom 27. Juni 2001 betreffen oder nur als «geringfügig» im Sinne derselben Bestimmung betrachtet werden. In diesen Fällen könnte für die Aufhebung eines besonderen Flächennutzungsplans nicht eine Umweltprüfung im Sinne dieser Richtlinie vorgeschrieben sein, sofern die Region Brüssel-Hauptstadt nachweist, dass eine solche Aufhebung keine erheblichen Umweltauswirkungen haben kann.

Hierzu müsste die Region Brüssel-Hauptstadt entweder eine «Einzelfallprüfung» vornehmen oder «Arten» von besonderen Flächennutzungsplänen bestimmen oder beide Ansätze kombinieren. In den drei Fällen müsste sie die einschlägigen Kriterien berücksichtigen, die in Anhang II der Richtlinie festgelegt sind (Artikel 3 Absatz 5 der Richtlinie vom 27. Juni 2001), und die Behörden konsultieren, die in ihrem umweltbezogenen Aufgabenbereich von den durch diese Aufhebung verursachten Umweltauswirkungen betroffen sein könnten (Artikel 3 Absatz 6 der Richtlinie vom 27. Juni 2001, in Verbindung mit Artikel 6 Absatz 3 derselben Richtlinie).

B.8.3. Nur aufgrund der Regeln bezüglich der Ausarbeitung und Änderung eines besonderen Flächennutzungsplans können jedoch die zuständigen Instanzen der Region Brüssel-Hauptstadt prüfen, ob ein solcher Plan erhebliche Umweltauswirkungen haben kann (Artikel 43 und 44 des CoBAT, abgeändert durch die Artikel 19 bzw. 20 der Ordonnanz vom 14. Mai 2009; Artikel 52 Absatz 2 des CoBAT; Artikel 55 und 56 Absatz 2 des CoBAT).

Eine solche Kontrolle ist nicht für die Aufhebung eines besonderen Flächennutzungsplans vorgesehen.

B.8.4. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass die Artikel 25 und 26 der Ordonnanz vom 14. Mai 2009 nicht mit den Artikeln 3 bis 6 der Richtlinie vom 27. Juni 2001 vereinbar sind, insofern sie jede Aufhebung eines besonderen Flächennutzungsplans von einer Umweltprüfung im Sinne von Artikel 2 Buchstabe b der Richtlinie befreien.

B.8.5. Insofern er sich auf die Artikel 25 und 26 der Ordonnanz vom 14. Mai 2009 bezieht, ist der Klagegrund begründet.

*In Bezug auf Artikel 30 Buchstabe c) der Ordonnanz vom 14. Mai 2009 (insofern er einen Artikel 98 § 2/2 in das CoBAT einfügt) und Artikel 101 derselben Ordonnanz (insofern er eine Nr. 10 in Artikel 206 desselben Gesetzbuches einfügt)*

B.9. Aus dem Entscheid Nr. 133/2010 vom 25. November 2010 geht hervor, dass der Gerichtshof noch über die Vereinbarkeit der Artikel 30 Buchstabe c) und 101 der Ordonnanz vom 14. Mai 2009 mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 3 bis 6 der Richtlinie vom 27. Juni 2001 zu befinden hat, da die Artikel 98 § 2/2 und 206 Nr. 10, die die angefochtenen Bestimmungen in das CoBAT einfügen, die Annahme des Verwaltungsplans des Erbes - im Sinne dieses Artikels 206 Nr. 10 -, der voraussichtlich erhebliche Umweltauswirkungen hätte, nicht von der Durchführung einer Umweltprüfung im Sinne von Artikel 2 Buchstabe b dieser Richtlinie abhängig machen würden.



B.10.1. Artikel 98 des CoBAT bestimmte:

«§ 1. Niemand darf ohne eine vorherige, schriftliche und ausdrückliche Genehmigung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums:

1. bauen, ein Grundstück für die Errichtung einer oder mehrerer feststehender Anlagen benutzen, einschließlich Werbevorrichtungen und Aushängeschildern;

Unter 'bauen' und 'feststehende Anlagen errichten' ist die Errichtung eines Gebäudes oder eines Bauwerks oder das Anbringen einer Anlage - selbst aus nicht dauerhaften Materialien - zu verstehen, die in den Boden eingelassen, darin oder in einer bestehenden Konstruktion verankert wird oder deren Auflage am Boden die Stabilität gewährleistet und die an Ort und Stelle bleiben soll, selbst wenn sie abgebaut oder fortbewegt werden kann;

2. eine bestehende Konstruktion umbauen, mit Ausnahme der Instandhaltungs- und Wartungsarbeiten; unter umbauen ist die innere oder äußere Veränderung eines Gebäudes, eines Bauwerks oder einer Anlage zu verstehen, insbesondere durch Hinzufügen oder Beseitigen eines Raums, eines Dachs, die Änderung des Aussehens der Konstruktion oder die Verwendung anderer Materialien, selbst wenn durch diese Arbeiten das Volumen der bestehenden Konstruktion nicht verändert wird;

3. eine Konstruktion abreißen;

4. wieder errichten;

5. die Zweckbestimmung der Gesamtheit oder eines Teils eines Gutes ändern, selbst wenn diese Änderung keine Arbeiten erfordert;

die Nutzung der Gesamtheit oder eines Teils eines Gutes ändern, selbst wenn diese Änderung keine Arbeiten erfordert, jedoch sofern diese Änderung auf einer durch die Regierung festgelegten Liste steht.

Es gelten folgende Begriffsbestimmungen:

a) 'Nutzung': die bestehende faktische Nutzung eines unbebauten Gutes oder eines oder mehrerer Räume eines bebauten Gutes;

b) 'Zweckbestimmung': die Zweckbestimmung eines unbebauten Gutes oder eines oder mehrerer Räume eines bebauten Gutes, die in der Baugenehmigung oder in der städtebaulichen Genehmigung angegeben ist, oder, in Ermangelung einer solchen Genehmigung oder einer Präzisierung in dieser Genehmigung, die in den Flächennutzungsplänen angegebene Zweckbestimmung;

6. das Bodenrelief erheblich verändern;

7. abholzen;

8. hochstämmige Bäume fällen;

9. roden oder die Vegetation gleich welchen Gebiets, deren Schutz die Regierung gegebenenfalls als notwendig erachtet, ändern;

10. ein Grundstück gewöhnlich nutzen für:

a) das Abstellen eines oder mehrerer Gebrauchtfahrzeuge, Schrott, Materialien oder Abfällen;

b) das Parken von Fahrzeugen, einschließlich der zu Werbezwecken dienenden Fahrzeuge oder Anhänger;

c) das Anbringen einer oder mehrerer beweglicher Anlagen, die zu Wohnzwecken dienen können, wie Wohnwagen, Campingwagen, abgemeldete Fahrzeuge, Zelte. Die Genehmigung ist jedoch nicht erforderlich für das Campen mit beweglichen Anlagen auf einem Campingplatz im Sinne der Rechtsvorschriften über das Camping;

11. Handlungen und Arbeiten unternehmen oder unternehmen lassen zur Restaurierung, Durchführung von Grabungen oder Veränderung des Aussehens der Gesamtheit oder eines Teils eines Gutes, das unter Schutz steht oder in der Schutzliste eingetragen ist oder dessen Einschreibungs- oder Einstufungsverfahren läuft, oder ein solches Gut verlagern.

Die Regierung legt die Modalitäten zur Anwendung dieses Paragraphen fest.

§ 2. Die Regierung kann die Liste der Arbeiten und Handlungen festlegen, die wegen ihrer Geringfügigkeit keine Genehmigung erfordern. Diese Liste gilt nicht für Handlungen und Arbeiten an einem Gut, das unter Schutz steht oder in der Schutzliste eingetragen ist oder dessen Einschreibungs- oder Einstufungsverfahren läuft.

§ 3. Die Bestimmungen dieses Gesetzbuches finden Anwendung auf die nicht in § 1 erwähnten Handlungen und Arbeiten, wenn eine Städtebauverordnung für deren Ausführung eine Genehmigung vorschreibt.

Eine solche Verordnung darf sich jedoch nicht auf Handlungen und Arbeiten beziehen, die auf der in § 2 erwähnten Liste stehen».

Artikel 30 Buchstabe c) der Ordonnanz vom 14. Mai 2009 fügt zwischen den Paragraphen 2 und 3 dieser Bestimmung zwei Paragraphen mit folgendem Wortlaut ein:

«§ 2/1. Die Regierung kann für die Güter, die unter Schutz stehen oder in der Schutzliste eingetragen sind oder deren Einschreibungs- oder Einstufungsverfahren läuft, nach einer Stellungnahme der Königlichen Kommission für Denkmal- und Landschaftsschutz eine getrennte Liste der Handlungen und Arbeiten festlegen, die wegen ihrer geringen Bedeutung in Bezug auf Städtebau und/oder Erbe keine Genehmigung erfordern.

§ 2/2. Der beauftragte Beamte stellt auf Bitte der Verwaltung oder von wenigstens einem Drittel der betroffenen Eigentümer einen Verwaltungsplan des Erbes gemäß Artikel 206 Nr. 10 auf.

Der Verwaltungsplan des Erbes ermöglicht es insbesondere, die darin erlaubten Handlungen und Arbeiten von einer Genehmigung oder von der Stellungnahme der Königlichen Kommission für Denkmal- und Landschaftsschutz zu befreien.

Die Regierung legt die Zusammenstellung der Antragsakte und die Anwendungsmodalitäten dieses Artikels fest.

Nach der Prüfung der Zulässigkeit des Antrags verfasst die Verwaltung ein Lastenheft, das der Königlichen Kommission für Denkmal- und Landschaftsschutz zur Stellungnahme unterbreitet wird. In diesem Lastenheft werden der Gegenstand und der Umfang der vor der Ausarbeitung des Plans durchzuführenden Studien festgelegt entsprechend den betreffenden Arbeiten und Handlungen und der Beschaffenheit des großen Komplexes, des großen Appartementgebäudes oder der betroffenen ausgedehnten Landschaft, sowie die technischen Elemente, die im Verwaltungsplan des Erbes enthalten sein müssen.

Dieser Verwaltungsplan des Erbes enthält wenigstens folgende Dokumente:

- eine globale Studie des vom Plan betroffenen Gutes unter Berücksichtigung der zuvor durch die Verwaltung oder auf ihren Antrag hin durchgeführten gründlichen Analysen;

- die Beschreibung der Instandhaltungshandlungen und -arbeiten im Sinne der Artikel 206 Nr. 2 und 240 bezüglich der betreffenden Güter, die diesbezüglichen Konstruktionsdetails sowie gegebenenfalls ihre einzelnen Phasen und Ausführungsfristen;

Diese Dokumente werden durch die Verwaltung oder auf ihren Auftrag hin erstellt und der Königlichen Kommission für Denkmal- und Landschaftsschutz im Hinblick auf eine gleich lautende Stellungnahme unterbreitet.



Der Antrag wird mit der vollständigen Akte durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief an den beauftragten Beamten geschickt oder zu Händen des beauftragten Beamten bei seiner Verwaltung hinterlegt. Im letzteren Fall wird sofort eine Hinterlegungsbescheinigung erteilt.

Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang des Antrags schickt der beauftragte Beamte dem Antragsteller durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief eine Empfangsbestätigung, wenn die Akte vollständig ist. Andernfalls teilt er ihm unter den gleichen Bedingungen mit, dass seine Akte nicht vollständig ist, und gibt außerdem die fehlenden Dokumente oder Auskünfte an. Der beauftragte Beamte erteilt die Empfangsbestätigung innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang dieser Dokumente oder Auskünfte.

Wird keine Empfangsbestätigung erteilt oder die Unvollständigkeit der Akte nicht mitgeteilt, so wird die Verfahrensfrist ab dem einunddreißigsten Tag nach dem Eingang des Antrags beziehungsweise der Dokumente oder Auskünfte berechnet.

Wenn die Akte für vollständig erklärt wird, bittet der beauftragte Beamte das betroffene Bürgermeister- und Schöffenkollegium bzw. die betroffenen Bürgermeister- und Schöffenkollegien, innerhalb von fünfzehn Tagen eine öffentliche Untersuchung zu organisieren.

Die öffentliche Untersuchung wird durch Aushang und durch Mitteilung im *Belgischen Staatsblatt* bekannt gegeben.

Die Akte wird in dem Gemeindehaus oder in den Gemeindehäusern, auf deren Gebiet sich der große Komplex, das große Appartementgebäude oder die ausgedehnte Landschaft befinden, hinterlegt zwecks Einsichtnahme durch die Öffentlichkeit während einer Frist von 15 Tagen, deren Beginn und Ende in der Bekanntgabe der Untersuchung angegeben werden.

Beschwerden und Anmerkungen werden innerhalb dieser Frist an die Verwaltung geschickt und dem Protokoll über den Abschluss der Untersuchung, das diese innerhalb von 15 Tagen nach Ablauf dieser Frist erstellt, beigelegt.

Unbeschadet der gleich lautenden Stellungnahme begründet der beauftragte Beamte insbesondere die Änderungen, die er an den Dokumenten vornimmt, die den Plan darstellen, und beantwortet die während der öffentlichen Untersuchung eingegangenen Beschwerden und Anmerkungen.

Die Entscheidung des beauftragten Beamten wird dem Antragsteller durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitgeteilt, und der Verwaltung wird eine Kopie davon übermittelt. Diese Notifizierung erfolgt innerhalb von hundertfünf Tagen ab dem Versand der Empfangsbestätigung. Die Entscheidung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Bei Ablauf der Frist oder innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Entscheidung des beauftragten Beamten kann der Antragsteller durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief bei der Regierung Einspruch einlegen. Jede Person, die ein dingliches oder persönliches Recht an dem betreffenden Gut besitzt, kann ebenfalls innerhalb von dreißig Tagen nach der auszugsweisen Veröffentlichung der Entscheidung im *Belgischen Staatsblatt* einen solchen Einspruch einreichen.

Der Einspruch wird untersucht und erschöpfend behandelt gemäß den Artikeln 171 bis 173bis [zu lesen ist: 173/1].

Der Verwaltungsplan des Erbes gilt für eine Dauer von höchstens 10 Jahren.

Er kann auf eine gleich lautende Stellungnahme der Königlichen Kommission für Denkmal- und Landschaftsschutz hin geändert, verlängert oder erneuert werden.

Die Regierung legt das Verfahren für die Änderung, Verlängerung oder Erneuerung fest.

Die Bestimmungen des Verwaltungsplans des Erbes bezüglich der darin erlaubten oder vorgeschriebenen Instandhaltungsarbeiten und -handlungen haben Verordnungswert. Die anderen Bestimmungen gelten als Information.

Ein Zuschuss im Sinne der Artikel 240 und 241 kann nur unter Einhaltung der Verordnungsbestimmungen des Verwaltungsplans des Erbes gewährt werden.

Die Verwaltung prüft die Einführung und Ausführung der Verwaltungspläne des Erbes.

Die Verwaltung wird durch die Eigentümer, Bewohner oder betroffenen Dritten über die durch den Verwaltungsplan des Erbes erlaubten Unterhaltshandlungen und -arbeiten wenigstens einen Monat vor ihrem Beginn informiert.

Die Verwaltung hinterlegt alle 3 Jahre bei der Regierung einen Bewertungsbericht über die Ausführung des Verwaltungsplans des Erbes».

B.10.2. Artikel 206 des CoBAT bestimmte:

«Für die Anwendung dieses Titels gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1. unbewegliches Erbe: die Gesamtheit der unbeweglichen Güter mit einem historischen, archäologischen, künstlerischen, ästhetischen, wissenschaftlichen, sozialen, technischen oder volkskundlichen Wert, nämlich:

a) als Denkmal: jedes besonders bemerkenswerte Werk, einschließlich der Ausstattung oder der Dekorationselemente, die integraler Bestandteil dieses Werks sind;

b) als Komplex: jede Gruppe von unbeweglichen Gütern, die ein städtisches oder ländliches Ganzes bilden, das ausreichend kohärent ist, um topographisch abgrenzbar zu sein, und das durch seine Homogenität oder die Integration in die Landschaft bemerkenswert ist;

c) als Landschaft: jedes Werk der Natur oder des Menschen oder jedes kombinierte Werk des Menschen und der Natur, das einen un bebauten oder teilweise bebauten Raum darstellt und eine räumliche Kohärenz aufweist;

d) als archäologische Stätte: jedes Gelände, jede geologische Formation, jedes Gebäude, jeder Komplex oder jede Landschaft, das beziehungsweise die archäologische Güter umfasst oder umfassen kann;

2. Erhaltung: die Gesamtheit der Maßnahmen zur Identifizierung, Untersuchung, Bewahrung, zum Schutz, zur Einstufung, zum Unterhalt, zur Bewirtschaftung, zur Restaurierung, zur Festigung, zur Umnutzung und zur Inwertsetzung des unbeweglichen Erbes im Hinblick auf die Eingliederung ins heutige Lebensumfeld und den Erhalt in einer angemessenen Umgebung;

3. Schutzgebiet des unbeweglichen Erbes: das Gebiet, das rund um ein Denkmal, einen Komplex, eine Landschaft oder eine archäologische Stätte eingerichtet wurde und das abgegrenzt wurde entsprechend den Erfordernissen zum Schutz der Randbereiche des unbeweglichen Erbes;

4. Eigentümer: die natürliche Person oder juristische Person des Privatrechts oder des öffentlichen Rechts, die Inhaber eines Eigentums-, Nießbrauchs-, Erbpacht- oder Erbbaurechts an einem Gut ist, das zum unbeweglichen Erbe gehört oder im Falle der Abgrenzung eines Schutzgebiets, an einem in diesem Gebiet gelegenen unbeweglichen Gut;

5. archäologische Güter: alle Überbleibsel, Objekte und sonstigen Spuren des Menschen, seiner Tätigkeiten oder seines natürlichen Umfeldes, die Zeugnis von vergangenen Zeiten oder Zivilisationen sind und deren wichtigste wissenschaftliche Informationsquelle oder -quellen sich aus archäologischen Forschungsmethoden ergeben;

6. Prospektion: Handlung, die dazu dient, eine archäologische Stätte ausfindig zu machen, ohne sie zu verändern;

7. Sondierung: die Handlung, die darin besteht, mittels einer Änderung des Zustands einer Stätte den Fortbestand, die Beschaffenheit, die Ausdehnung oder den Erhaltungszustand einer archäologische Stätte zu sichern;

8. Grabungen: die Gesamtheit der Handlungen und Arbeiten zur Erforschung, Analyse und Untersuchung vor Ort der Gesamtheit oder eines Teils einer archäologische Stätte;

9. Entdeckungen: das Freilegen von archäologischen Gütern auf andere Weise als durch Grabungen oder Sondierungen».

Artikel 101 der Ordonnanz vom 14. Mai 2009 fügt dieser Bestimmung unter anderem eine Nr. 10 mit folgendem Wortlaut hinzu:

«Verwaltungsplan des Erbes: Dokument, das vor den erforderlichen Genehmigungen beantragt werden kann und in dem ein Bündel von Arbeiten, Zielen und sachdienlichen Mitteln im Rahmen einer globalen Verwaltung eines des großen Komplexes, eines großen Appartementgebäudes oder einer ausgedehnten Landschaft, die unter Schutz stehen oder in der Schutzliste eingetragen sind, bestimmt wird, mit dem Ziel, den harmonischen Erhalt dieses Komplexes, dieses Appartementgebäudes oder dieser Landschaft zu sichern und eine gesunde Verwaltung zu gewährleisten. Hierbei gelten folgende Begriffsbestimmungen:

a) großer Komplex: jede Gruppe von unbeweglichen Gütern, die neben den in Nr. 1 Buchstabe b) dieses Artikels beschriebenen Merkmalen eine bedeutende Wiederholung oder Kohärenz der wichtigsten architektonischen Elemente aufweist;

b) großes Appartementgebäude: jedes zu Wohnzwecken dienende Gebäude, das Wohnungen umfasst und eine bedeutende Wiederholung oder Kohärenz der wichtigsten architektonischen Elemente aufweist;

c) ausgedehnte Landschaft: jedes Werk der Natur oder des Menschen oder jedes kombinierte Werk des Menschen und der Natur, das neben den in Nr. 1 Buchstabe c) dieses Artikels beschriebenen Merkmalen eine bedeutende Wiederholung oder Kohärenz seiner wichtigsten Elemente aufweist».

Wie in dem Entscheid Nr. 133/2010 vom 25. November 2010 (B.1.4.2) erkannt wurde, ist die niederländische Fassung des neuen Artikels 206 Nr. 10 des CoBAT mit einem materiellen Irrtum behaftet, indem sie die Wörter «vastgesteld bij besluit van de Regering» enthält.

B.11.1. Die Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 18. März 2004 «über die Umweltprüfung bestimmter Pläne und Programme» bezweckt gemäß ihrem Artikel 2, die Richtlinie vom 27. Juni 2001 umzusetzen.

Diese Ordonnanz organisiert ein Verfahren zur Umweltprüfung - im Sinne dieser Richtlinie - der Pläne und Programme, «die von einer Behörde auf regionaler [...] Ebene ausgearbeitet und [...] angenommen und in Gesetzesbestimmungen aufgenommen werden» sowie «erhebliche Umweltauswirkungen haben können» (Artikel 3 Nr. 1 und Nr. 2 und 4 bis 16 der Ordonnanz vom 18. März 2004). Dieses Verfahren sieht unter anderem die Ausarbeitung eines «Lastenheftes für den Umweltbericht» (Artikel 10 derselben Ordonnanz), die Ausarbeitung eines «Umweltberichts» in Bezug auf den Entwurf des Plans oder des Programms (Artikel 9 derselben Ordonnanz) vor und verpflichtet den Urheber des Projektes, diesen Bericht einer öffentlichen Untersuchung zu unterziehen (Artikel 11 derselben Ordonnanz).

B.11.2. In den Artikeln 98 § 2/2 und 206 Nr. 10 des CoBAT ist das Verfahren zur Annahme des Verwaltungsplans des Erbes beschrieben.

In diesem Verfahren ist nicht vorgesehen, dass vor der Annahme ein Umweltbericht ausgearbeitet und *a fortiori* eine öffentliche Untersuchung über einen solchen Bericht durchgeführt wird.

B.11.3.1. Aus Artikel 98 § 2/2 Absätze 1, 2, 5, 6, 18, 19, 21 und 23 bis 25 des CoBAT sowie aus Artikel 206 Nr. 10 desselben Gesetzbuches geht hervor, dass ein Verwaltungsplan des Erbes ein Verwaltungsplan für ein bestimmtes unbewegliches Gut oder eine bestimmte Gruppe von unbeweglichen Gütern ist, die unter Schutz stehen oder in der Schutzliste eingetragen sind, und dass darin die auszuführenden Instandhaltungsarbeiten und ihre etwaige Einteilung in Phasen festgelegt sind. Die durch den Plan genehmigten Handlungen und Arbeiten können ausgeführt werden, ohne dass jedes Mal eine getrennte Genehmigung oder eine Stellungnahme der Königlichen Kommission für Denkmal- und Landschaftsschutz erforderlich ist.

Ein solcher Plan, der eher die Merkmale einer Genehmigung im Hinblick auf die Ausführung gewisser Arbeiten zur Erhaltung des historischen, archäologischen, künstlerischen, ästhetischen, wissenschaftlichen, sozialen, technischen oder volkskundlichen Wertes der betreffenden unbeweglichen Güter aufweist, kann nicht den Plänen und Programmen im Sinne der Richtlinie 2001/42/EG gleichgestellt werden. Diese Pläne und Programme werden durch die zuständigen Behörden ausgearbeitet, die ihre Politik in bestimmten Bereichen festlegen. Bei ihrer Ausführung können sie erhebliche Umweltauswirkungen haben, zur Verwirklichung von Projekten im Sinne der Anhänge I oder II der Richtlinie 85/337/EWG führen oder sich negativ auf die Gebiete im Sinne der Richtlinie 92/43/EWG auswirken (Artikel 3 der Richtlinie 2001/42/EG). Ein Verwaltungsplan des Erbes ist nicht ein solcher Plan für die Politik, und seine Ausführung hat im Allgemeinen nicht solche Folgen.

B.11.3.2. Wenn sich jedoch bei der Vorbereitung eines bestimmten Verwaltungsplans des Erbes herausstellt, dass er ein Plan oder ein Programm im Sinne von Artikel 3 der Richtlinie 2001/42/EG ist, muss dieser Plan Gegenstand einer Umweltprüfung im Sinne von Artikel 2 Buchstabe b der betreffenden Richtlinie sein (Artikel 3 Absatz 1 der Richtlinie).

Die Ordonnanz vom 18. März 2004 bezweckt gemäß ihrem Artikel 2 die Umsetzung dieser Richtlinie. Sie «findet Anwendung auf jeden Plan oder jedes Programm, wofür kein anderes Gesetzes-, Verordnungs- oder Verwaltungsinstrument eine vorherige Bewertung der Umweltauswirkungen vorschreibt, die derjenigen gleicht, die in den Artikeln 4 bis 16 [dieser Ordonnanz] vorgesehen ist» (Artikel 17 § 2 Absatz 2).

B.11.4. Der Umstand, dass ein Verwaltungsplan des Erbes im Allgemeinen nicht einer Umweltprüfung im Sinne von Artikel 2 Buchstabe b der Richtlinie 2001/42/EG unterliegt, ist folglich nicht unvereinbar mit den im Klagegrund angeführten Bestimmungen.

B.12. Insofern er sich auf die Artikel 30 Buchstabe c) und 101 der Ordonnanz vom 14. Mai 2009 bezieht, ist der Klagegrund unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt die Artikel 25 und 26 der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 14. Mai 2009 zur Abänderung der Ordonnanz vom 13. Mai 2004 zur Ratifizierung des Brüsseler Raumordnungsgesetzbuches für nichtig, insofern sie jede Aufhebung eines besonderen Flächennutzungsplans von einer Umweltprüfung im Sinne der Richtlinie 2001/42/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2001 «über die Prüfung der Umweltauswirkungen bestimmter Pläne und Programme» befreien;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 19. Juli 2012.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,  
R. Henneuse